

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1119^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mercredi 27 juin 1962,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Point 49 de l'ordre du jour:

**Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rap-
port de la Commission des Nations Unies
pour le Ruanda-Urundi (fin)**
**Rapport de la Quatrième Commission (3ème
partie) 1633**

Point 97 de l'ordre du jour:

Question de la Rhodésie du Sud (suite) 1636

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

**Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Com-
mission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (fin)**

**RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION
(3ème PARTIE) [A/5142]**

1. Le **PRESIDENT**: Je vais maintenant donner la parole aux orateurs qui désirent expliquer leur vote. Toutefois, auparavant, je me permets de leur rappeler encore une fois de bien vouloir se borner à exposer leur position à l'égard du vote qui a eu lieu à la dernière séance.

2. **Mme MENESES DE ALBIZU CAMPOS (Cuba)** [traduit de l'espagnol]: En ce moment qui précède immédiatement celui où le Rwanda et le Burundi vont accéder à l'indépendance en formant deux Etats distincts, l'attitude de chaque délégation sur cette question ne fait aucun doute. A notre avis, le degré de responsabilité des délégations dans l'avenir immédiat du Rwanda et du Burundi indépendants est maintenant très clair.

3. Peut-être est-il bon de préciser, et nous insistons sur ce point, qu'en votant sur la question du Rwanda et du Burundi la délégation de Cuba a songé plus spécialement au peuple du Territoire, au peuple en chair et en os. Nous avons visé pour objectif de garantir la vie de ces populations dans un travail honnête et d'assurer à tous les mêmes possibilités de jouir de la paix intérieure et de la sécurité dans les relations internationales. Nous avons agi ainsi dans la certitude d'accomplir le devoir que nous imposait notre qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies.

4. Nous avons voté ainsi parce qu'à notre avis il s'agissait là d'un cas évident de colonialisme. Cette affirmation, nous le savions, déplaisait à certains et elle leur déplait encore. Nous nous sentons raffermissés encore dans notre position à constater que personne, à moins d'avoir des intérêts particuliers au Rwanda et au Burundi, ne peut plus nier l'évidence du caractère colonialiste de cette question.

5. Nous entendons parler de guerre froide et de guerre chaude. Nous considérons qu'il existe une autre guerre, la guerre permanente, celle que les puissances coloniales livrent aux peuples asservis: la guerre permanente du colonialisme dans laquelle une seule des parties a des armes, des troupes, des armées, tandis que l'autre résiste les mains vides.

6. C'est pourquoi l'obstination inflexible de la Puissance coloniale à vouloir maintenir ses forces armées au Rwanda et au Burundi ne nous a pas étonnés et nous en avons tenu compte dans notre vote, puisque sans ces forces elle ne pourrait continuer la guerre permanente dans le Territoire. On sait fort bien que le colonialisme s'impose par la force.

7. En février de cette année, lorsque nous avons examiné la résolution 1743 (XVI) de l'Assemblée générale sur la "Question de l'avenir du Ruanda-Urundi", nous avons présenté à nos amis africains quelques objections à cette partie de l'alinéa e du paragraphe 3 du dispositif, relative à l'évacuation du Territoire "... à l'exception du personnel dont le maintien, de l'avis de la Commission, agissant en consultation avec les autorités du Ruanda-Urundi et l'Autorité administrante, se révélera nécessaire comme mesure transitoire ...". Nous avons exprimé nos doutes sur les arrière-pensées qu'implique le membre de phrase suivant du même alinéa: "... sans préjudice des droits souverains du futur Ruanda-Urundi indépendant".

8. Nous voulons donc faire savoir à nos amis que d'après nous le maintien d'une quelconque force armée, spécialement au Rwanda, puisque le Burundi a adopté une autre attitude, servirait de prétexte au stationnement permanent des forces coloniales dans le Territoire. Nous trouvons fort suspecte l'insistance de la Puissance coloniale à défendre les "droits souverains" d'un pays placé sous sa domination et dans lequel elle est entrée pour continuer la violation des droits souverains de la population.

9. Malgré ces réserves, nous avons suivi nos amis en votant pour la résolution. Nous sommes certains que la Puissance coloniale n'a jamais eu l'intention de retirer ses forces. Les faits le confirment.

10. Nous avons fait les mêmes réserves lors de l'examen de la question à la Quatrième Commission ces jours passés et la même pensée nous a poussés à voter ici pour le projet de résolution recommandé par la Quatrième Commission dans son rapport [A/5142]. Nous approuvons la majorité de ses dispositions et notamment celles qui concernent l'abrogation de l'Accord de tutelle et l'accession du Rwanda et du Burundi à l'indépendance le 1er juillet 1962.

11. Pour abrégé, nous ne mentionnerons ici qu'une des principales objections que nous tenons à formuler: le maintien des troupes coloniales dans les nouveaux Etats après la fin du régime de tutelle et l'accession à l'indépendance des deux parties du Territoire.

12. Cuba désire préciser que cette attitude n'a pas été adoptée pour des raisons de principe seulement. Cuba s'est vu imposer la présence permanente de forces coloniales sur son territoire lors de son accession à l'indépendance voici plus d'un demi-siècle et aujourd'hui encore ces forces occupent une partie de notre territoire. C'est pourquoi la délégation de Cuba a estimé qu'elle ne devait pas contribuer à exposer de nouveaux Etats à cette situation terrible. Nous pensons que nous avons ainsi expliqué clairement et complètement notre attitude.

13. La délégation de Cuba félicite cordialement les peuples du Rwanda et du Burundi au moment de leur accession à la vie souveraine et leur souhaite les plus grands succès dans l'exercice de leur pleine indépendance. En cette heureuse occasion, nous voulons espérer que les peuples en guerre contre le colonialisme n'auront plus besoin d'ajouter pour prix de leur liberté de nouveaux martyrs, comme le prince Louis Rwagasore et Pedro Albizu Campos, et que l'asservissement des peuples sera éliminé du monde entier, des Guyanes au Kenya et de l'Algérie à Porto Rico.

14. M. MUFTI (Syrie): Ma délégation a voté en faveur de l'ensemble de la résolution sur l'avenir du Rwanda et du Burundi que l'Assemblée générale a adoptée, ce matin, à une majorité écrasante, en ayant présenté à l'esprit l'interprétation que les auteurs de ce projet de résolution en ont donnée, à plusieurs reprises, au cours de la discussion de celle-ci à la Quatrième Commission.

15. Je voudrais souligner tout particulièrement à ce sujet que la décision d'évacuer les troupes belges encore stationnées au Rwanda et au Burundi vient d'être prise par la résolution même adoptée par l'Assemblée générale, résolution qui ne fait en réalité que réitérer une décision que l'Assemblée a déjà prise par la résolution 1743 (XVI). Par conséquent, ce n'est que dans le cas où les Gouvernements du Rwanda et du Burundi décideraient, en toute liberté et en toute souveraineté, après l'indépendance, de maintenir les troupes belges que celles-ci pourraient rester sur leur territoire. Ceci souligne d'une manière incontestable le fait que le troisième amendement belge [voir A/5142, par. 20], qui voulait subordonner la demande d'évacuation à la volonté des Gouvernements du Rwanda et du Burundi, a été retiré par la délégation belge, à la suite des objections soulevées contre ce troisième amendement et n'a pas manqué de convaincre la délégation belge même.

16. Ma délégation a également voté en faveur du paragraphe 3 du dispositif de la résolution, et plus particulièrement en faveur des mots "n'aient plus de rôle à jouer" qui figurent dans ledit paragraphe, en tenant dûment compte de l'assurance formelle donnée par la Belgique dans le document A/C.4/555, assurance selon laquelle les troupes belges dont l'évacuation a été décidée par l'Assemblée générale seront soumises après l'indépendance du Rwanda et du Burundi aux lois de ces deux pays.

17. Je voudrais souligner, à ce propos, que le sous-amendement oral présenté par la délégation de l'Inde, visé aux paragraphes 26 et 28 du rapport de la Quatrième Commission [A/5142], a été retiré à la suite de l'assurance donnée par la Puissance administrante en ce qui concerne l'interprétation des mots "n'aient plus de rôle à jouer", assurance à laquelle

je m'étais référé et dont le rapport de la Quatrième Commission fait état au paragraphe 30.

18. Je ne voudrais pas laisser passer cette heureuse occasion, alors que nous assistons à la naissance de deux Etats africains frères, sans présenter aux peuples du Rwanda et du Burundi nos vœux les plus sincères de prospérité et sans souhaiter aux deux futurs Etats indépendants un avenir de paix, d'entente nationale et de progrès.

19. M. MATITI (Congo [Léopoldville]): Ma délégation se trouve dans une position très délicate pour faire une déclaration devant cette haute assemblée. Avant d'expliquer les raisons de mon vote, je voudrais tout d'abord dire combien nous avons été touchés que cinq délégations, qui se sont succédé à cette tribune, n'ont pas manqué de citer mon pays comme une expérience du travail des Nations Unies.

20. Je sais dans quelle situation mon pays se trouve. Je remercie tous les représentants qui, depuis que nous nous trouvons dans cette situation, n'ont jamais hésité à nous soutenir. Je sais que, par esprit de "fair play", la plupart d'entre eux, dans leurs interventions, n'ont pas osé citer nommément le Congo, mais y ont fait allusion. C'est pourquoi, au début de mon intervention, j'ai dit que nous étions dans une situation quelque peu embarrassante pour pouvoir faire une déclaration à cette tribune. Néanmoins, il est tout à fait inconcevable que devant un heureux événement comme celui que nous avons commencé à fêter ici — l'accession à l'indépendance de ces deux Etats frères — nous puissions garder le silence; et je pense non seulement à l'accession de deux pays à l'indépendance, mais aussi au fait que ces pays étaient sous un régime semblable au nôtre. C'est pourquoi ma délégation s'est abstenue sur les propositions présentées; elle a en effet estimé que la résolution qui vient d'être adoptée à l'unanimité reflète le mieux l'ensemble des préoccupations de mon gouvernement vis-à-vis de l'avenir de ces deux territoires. C'est ainsi que, tenant compte des déclarations répétées maintes fois par l'Autorité tutélaire, ayant confiance dans l'avenir — comme j'ai eu l'occasion de le dire au cours des travaux de la Quatrième Commission, le passé ne nous intéresse pas tellement, c'est l'avenir qui nous intéresse et ma délégation se réjouit de voir que la tendance générale a été de sauvegarder l'avenir plutôt que de s'en tenir à des jugements de faits passés —, les auteurs des propositions sur lesquelles nous nous sommes abstenus reconnaissant eux-mêmes qu'il y avait une situation difficile et qu'à une situation difficile il faut des solutions tout à fait adaptées, ma délégation n'a pas hésité à voter pour l'ensemble de la résolution présentée par les puissances africano-asiatiques.

21. C'est avec une vive émotion que ma délégation, au nom du gouvernement et du peuple congolais, salue l'accession à la souveraineté des deux Etats frères. Point n'est besoin de vous expliquer encore ici les raisons qui nous ont amenés à suivre attentivement les débats de la Quatrième Commission qui ont abouti à l'heureux événement dont nous nous réjouissons tous aujourd'hui. Nous formons les vœux les plus sincères pour le peuple du Burundi et pour le peuple du Rwanda. Nous leur souhaitons prospérité, bonheur et travail fructueux. Nous disons à l'intention des dirigeants de ces deux pays que le temps n'est plus aux réunions de propagande, mais au travail. Nous vivons nous-mêmes ce cas et je crois que, comme quelqu'un l'a dit chez nous, si, en général, un homme

averti en vaut deux, pour les Africains il en vaut quatre.

22. Ma délégation fait appel à tous les pays Membres de cette organisation pour qu'ils épargnent à ces nouveaux Etats l'expérience malheureuse de mon pays, car tout le monde sait que les influences qui s'exercent, jointes à notre manque d'expérience, ont pour but de nous amener là où nous ne voulons pas.

23. Pour ne pas abuser de la patience de cette assemblée, je terminerai en rendant l'hommage le plus chaleureux à la Puissance tutélaire qui, comme je l'ai dit, tend vers une évolution, parce que c'est l'avenir qui nous intéresse, parce que nous avons confiance dans l'avenir. A partir du moment où les esprits évoluent, il n'y a pas de civilisation fixe, il y a un progrès qui doit se faire de part et d'autre dans la conception. Nous avons remarqué que la plupart des gens étaient préoccupés et avaient peur de voir se renouveler ce qui s'est produit chez nous. Mais, nous pensons sincèrement qu'en rendant cet hommage nous ne flattons pas, nous savons que, les choses évoluant, il est permis d'espérer une amélioration de la situation.

24. Puisque j'ai reçu des nouvelles selon lesquelles la situation, meilleure lorsque j'ai quitté le Congo, tend à ne plus l'être, je ne saurais terminer mon intervention sans rappeler que dans ma déclaration, devant la Quatrième Commission, j'ai fait état de la double figure qui veut que l'on soit en même temps ami et ennemi juré. Cela veut dire que, si la situation au Katanga persiste, c'est parce que certaines puissances, qui sont précisément des amies, jouent un double jeu, et c'est là un jeu dangereux.

25. Nous voulons que, s'il s'agit d'amitié, ce soit une amitié sincère et nous ne pouvons croire que M. Tshombé a, au Katanga, des ateliers dans lesquels il fabrique des armes. Nous ne pouvons penser que les soldats de couleur blanche qui sont là soient nés au Katanga.

26. Par conséquent, j'ai voulu conclure par là pour faire remarquer qu'à côté de cette bonne volonté et de cet espoir de bien vivre, de profiter de l'indépendance, nous voulons qu'il y ait une sincérité et qu'il y ait aussi, à côté des représentations et de la vie amicale, une franche collaboration, une coopération sans arrière-pensée.

27. M. LEWANDOWSKI (Pologne) [traduit de l'anglais]: Comme ma délégation l'a expliqué pendant la discussion générale à la Quatrième Commission, nous suivons pour guide, quand nous examinons la question du Rwanda-Urundi, les trois principes ci-après, et c'est du point de vue de ces trois principes que ma délégation a envisagé le projet de résolution qui a été présenté à la Quatrième Commission.

28. Le premier principe est que l'Accord de tutelle doit être abrogé le 1er juillet 1962 et qu'à cette date le Rwanda et le Burundi doivent devenir indépendants, comme le prévoyait la résolution 1743 (XVI) de l'Assemblée générale. Nous avons constaté dans le projet de résolution proposé par le groupe des pays d'Afrique et d'Asie et approuvé par la Quatrième Commission, présenté à l'Assemblée générale [A/5142, par. 33], qu'il est largement tenu compte de ce principe dans le préambule ainsi que dans les paragraphes 1 et 2 du dispositif. C'est pourquoi ma délégation a approuvé sans réserve ces parties du projet de résolution, comme traduisant le premier des principes que j'ai annoncés.

29. Le deuxième principe qui a guidé ma délégation dans l'examen de la question est que l'indépendance des deux pays doit être complète et absolue, sans réserves d'aucune sorte: cela implique que l'Autorité administrante doit retirer toutes ses forces militaires et paramilitaires des territoires du Rwanda et du Burundi avant — et je répète "avant" — la date fixée pour l'indépendance.

30. Nous avons examiné ce point pendant la discussion à la Quatrième Commission et nous restons du même avis, non seulement parce que l'Assemblée générale a déjà exprimé ce vœu et cette décision dans sa résolution 1743 (XVI), adoptée le 23 février 1962 et qui, je me permettrai de le rappeler aux représentants ici présents, n'a pas été appliquée et, à en juger d'après l'attitude prise par la délégation belge, n'a aucune chance d'être appliquée avant le 1er juillet de cette année. Je le répète, cette résolution n'est pas l'unique raison pour laquelle nous estimons que les forces belges doivent être retirées avant la date de l'indépendance: nous pensons que le maintien de ces forces, si l'on considère notamment les opinions exprimées par les représentants des deux pays que nous avons eu l'honneur d'entendre à la Quatrième Commission, est une grave limitation à l'indépendance des pays intéressés et ne peut être approuvée ni légalisée en aucune manière par l'Assemblée générale.

31. Je me permettrai de rappeler à l'Assemblée générale que le dixième alinéa du préambule de la résolution que l'Assemblée vient d'adopter exprime nettement les vues des Gouvernements du Rwanda et du Burundi: ils ne souhaitent pas la présence de ces forces sur leur sol et ils considèrent que, si ces forces y restaient, leur présence serait entièrement illégale.

32. C'est pourquoi, lorsqu'on nous a présenté le projet de résolution que l'Assemblée générale vient d'adopter, lorsque nous y avons trouvé le paragraphe 3 du dispositif, nous avons fait de sérieuses réserves au sujet de ce paragraphe étant donné qu'il va contre notre précédente décision du 23 février 1962. Il va aussi contre le dixième alinéa du préambule de la résolution; enfin, il va contre le principe selon lequel il faut donner aux deux pays l'indépendance complète et sans réserves.

33. Bien qu'on nous ait dit que le paragraphe 3 du dispositif représente une sorte de compromis — et la délégation polonaise est toujours prête à envisager ou même à conclure des compromis —, nous pensons néanmoins que n'importe quel compromis n'est bon ni désirable et ne doit pas être accepté, surtout si, comme c'est le cas, il s'écarte d'un principe important auquel la délégation polonaise tient fermement.

34. Le dernier principe sur lequel nous nous sommes fondés dans notre examen de la question et du projet de résolution est que toute l'assistance économique et technique qui peut être nécessaire doit être fournie dans le cadre actuel de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur une base bilatérale. Ici encore, ma délégation a trouvé ce principe reflété dans les alinéas b, c et d du paragraphe 4 du dispositif, ainsi que dans les paragraphes 6 et 7, que nous appuyons également de tout cœur. J'ajouterai que, tout en appuyant ces paragraphes, nous estimons que toute mesure prise conformément à ce qu'ils indiquent devra respecter entièrement la souveraineté et les intérêts des peuples des deux Etats et tenir spécialement

compte de la nécessité de protéger ces peuples contre le maintien de la dépendance coloniale, sous forme militaire ou économique.

35. Quand nous avons exprimé nos idées à la Quatrième Commission dans la discussion générale, le projet de résolution des Etats d'Afrique et d'Asie n'avait pas encore été présenté. Nous n'avons donc pas fait connaître notre attitude sur le point de savoir s'il faut lancer les Nations Unies dans une opération de caractère militaire au Rwanda et au Burundi. A notre avis, ce n'est pas là chose nouvelle pour l'Assemblée générale. Nous estimons que dans toutes les actions entreprises par les Nations Unies nous devons nous en tenir strictement aux dispositions de la Charte et nous considérons que la Charte permet au Conseil de sécurité seul de décider de mesures ou d'opérations de caractère militaire, lorsqu'elles peuvent être jugées nécessaires.

36. Nous savons que toute violation de ce principe ou tout autre principe de la Charte entraîne toujours des situations graves, des conflits sérieux à l'intérieur de l'Organisation ainsi qu'entre elle et ceux qui sont directement intéressés.

37. Nous connaissons tous parfaitement la triste expérience qui a été et qui est encore en cours depuis que nous nous sommes écartés de ce principe de la Charte pour l'opération militaire qui a eu lieu en 1960 et dont le représentant du Congo (Léopoldville) nous a parlé tout à l'heure en termes si émouvants. Je voudrais que ma position soit très nette: c'est par fidélité à la Charte que nous n'avons pas pu voter les alinéas a et e du paragraphe 4 de la résolution. On comprendra, j'en suis certain, qu'en examinant la proposition qui nous était soumise et notamment le paragraphe 3 et les alinéas a et e du paragraphe 4 du dispositif nous nous sommes vus dans l'impossibilité de voter l'ensemble de la résolution et c'est pourquoi la délégation polonaise s'est abstenue.

38. En terminant, nous voulons donner à l'Assemblée générale et aux peuples du Rwanda et du Burundi l'assurance que nous appuierons pleinement l'indépendance complète et sans réserve de ces deux pays.

39. Le PRESIDENT: Je donne la parole à la Présidente de la Quatrième Commission.

40. Miss BROOKS (Libéria) [traduit de l'anglais]: C'est avec une profonde humilité que je reçois les éloges qui ont été exprimés par le Président de l'Assemblée générale et par les diverses délégations pour le travail que j'ai accompli en qualité de Présidente de la Quatrième Commission et de Présidente de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi, car je sais fort bien que la Quatrième Commission a eu avant moi des présidents éminents. A ce propos, je tiens à rendre spécialement hommage au précédent président de cet organe, M. Pachachi, de l'Irak, et à dire que d'autres membres éminents de la Commission ont apporté, grâce à leur expérience, une aide d'importance capitale aux peuples des territoires sous tutelle, notamment à celui du Ruanda-Urundi; M. Dorsinville, d'Haïti, avait présidé auparavant la Commission pour ce territoire.

41. Il convient de dire aussi que le mérite de ce que j'ai pu faire en tant que Présidente de la Quatrième Commission doit être attribué aux membres de cet organe qui m'ont encouragée par leur respect pour mes décisions, leur appréciation de mes efforts et leur collaboration. Pour ce qui est du Ruanda-Urundi,

je dois également rappeler l'assistance que m'ont donnée mes éminents collègues, MM. Ernest Gassou, Majid Rahnema, Ernest Jean-Louis et Dey Ould Sidi Baba.

42. Ce matin, l'Assemblée générale a décidé de mettre fin à l'Accord de tutelle relatif au Ruanda-Urundi. Ainsi, le 1er juillet 1962, deux nouveaux Etats vont apparaître dans le continent africain: nos frères les Etats du Burundi et du Rwanda. Je félicite le Gouvernement belge et les Nations Unies. Je félicite sincèrement les peuples du Burundi et du Rwanda. Qu'ils connaissent l'amour, la paix et la prospérité. J'attends avec impatience de les voir participer à nos travaux en qualité de Membres de l'Organisation.

43. Je vous adresse, Monsieur le Président, mes félicitations pour les succès que vous avez remportés dans vos fonctions de Président de la seizième session de l'Assemblée générale.

44. Le PRESIDENT: Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste concernant cette question. Je dois donc clore le débat sur ce sujet et aborder le point suivant de l'ordre du jour.

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la Rhodésie du Sud (suite*)

45. M. BENHIMA (Maroc): Tout le monde s'accorde à reconnaître que jamais débat sur une question aussi épineuse n'a été aussi modéré que celui qui se déroule actuellement devant notre assemblée. D'ailleurs, sans jamais s'en désintéresser, l'Organisation des Nations Unies avait toujours, en ce qui concerne la Rhodésie du Sud, agi de telle manière, directement ou indirectement, que les aspects les plus graves de ce problème ont été examinés de la façon la plus délicate.

46. L'orientation générale de la politique britannique de décolonisation laissait croire à l'adaptation à ce territoire également de mesures susceptibles de l'acheminer graduellement et sans déviation vers l'autonomie et l'indépendance. Le préjugé favorable dont a bénéficié la politique anglaise en cette matière trouve son explication dans le succès de nombreuses expériences, en Asie ou en Afrique, réalisées sur la base du respect du principe de la justice, de la sauvegarde des intérêts et de l'harmonie des rapports.

47. Les leaders africains de la Rhodésie du Sud, conscients à leur tour de la nature des problèmes et de leur complexité, ont, pendant longtemps, fait l'effort remarquable d'écarter toute passion d'un conflit dont la minorité européenne s'obstinait, par contre, à faire converger toutes les données sur le seul plan des rapports raciaux. C'est ainsi qu'au conflit ordinaire et pour ainsi dire classique de toute lutte pour la libération le peuple de la Rhodésie du Sud s'est vu imposer un coefficient supplémentaire d'injustice, inspirée par l'orgueil humain le plus vain.

48. Paradoxalement, cette situation se renforçait ici à mesure que le concept de domination se dissolvait ailleurs, comme si la minorité européenne, consciente de la disparition d'une suprématie nationale, voulait lui substituer dans les faits et dans les institutions une suprématie raciale et abriter derrière la diversité ethnique de la nouvelle nation fictivement indépendante la suprématie de fait que seul le colonialisme lui aura permis d'édifier.

*Reprise des débats de la 1117ème séance.

49. La résolution 1514 (XV), venue heureusement concrétiser l'esprit de la Charte en ce qui concerne la libération des peuples, ne se borne pas à éliminer seulement les facteurs politiques et économiques qui établissent, sur le plan international, la domination d'une nation par une autre; elle vise à supprimer, dans les rapports entre l'ancienne puissance dominante et le nouvel Etat, tout élément susceptible de maintenir une subordination de fait qui introduit un nouveau déséquilibre dans la vie nationale ou internationale de ce dernier.

50. Or, l'inégalité raciale établie aujourd'hui au sein d'une même nation, en faveur des conquérants d'hier, détruit dans son essence comme dans ses manifestations les plus élémentaires toute idée d'autonomie ou d'indépendance, à moins bien entendu que ce ne soit une autonomie ou une indépendance de la minorité étrangère vis-à-vis de sa métropole. Il semble bien que ce soit le cas en Rhodésie du Sud.

51. Ma délégation se rallie totalement aux conclusions du Comité spécial des Dix-Sept^{1/} tendant à établir que la Rhodésie du Sud n'a pas accédé à l'autonomie. Nous avons essayé, sincèrement et sans préjugés, de suivre le Gouvernement du Royaume-Uni dans la thèse qu'il a défendue lors des débats antérieurs et qui a été réaffirmée à Londres à la délégation du Comité des Dix-Sept. Mais nous n'avons pas pu comprendre — et encore moins admettre — la valeur de la prétendue autonomie accordée en 1923, ni l'interprétation négative que le Royaume-Uni a donnée à ses pouvoirs réservés, ni encore moins son accord à la Constitution du 6 décembre 1961^{2/}.

52. Si l'autonomie signifie le transfert des pouvoirs de l'autorité administrante aux populations autochtones, il ne semble pas qu'en 1923 ce transfert ait été réellement accompli au bénéfice de la population africaine du territoire; bien au contraire le Gouvernement du Royaume-Uni a cédé l'essentiel de ses prérogatives à la minorité étrangère installée depuis quelques décades à peine, de sorte que cet acte ressemble davantage à une sorte de concession politique au bénéfice d'une oligarchie qui se serait imposée au Gouvernement britannique lui-même.

53. Quant à l'usage qui a été fait des pouvoirs réservés, il a été regrettable, et il s'est révélé très dangereux par la suite que le Gouvernement britannique se soit si facilement privé des voies et moyens de contrôle et d'action sur les autorités européennes du territoire en supprimant si aisément un recours qui constituait une ultime garantie des populations africaines et une sorte d'assurance pour l'opinion internationale qui voulait maintenir entière sa confiance dans la politique du Royaume-Uni.

54. Force nous est donc de constater, en le déplorant profondément, que les responsables britanniques de l'époque se sont écartés d'une ligne traditionnelle qui tenait compte tant bien que mal de l'intérêt supérieur des populations autochtones dont ils avaient la charge. La thèse de l'autonomie fut incontestablement une erreur politique en 1923 et il serait infiniment souhaitable que le Royaume-Uni ne s'y tienne plus. Une tradition bien établie de lucidité et de bon sens ne souffrirait nullement du courage de corriger une

erreur dont les conséquences sont incalculables sur le plan du droit autant qu'elles l'ont été pour les intérêts des Africains de Rhodésie du Sud.

55. Les membres du Sous-Comité qui sont allés à Londres ont rendu hommage — et ils en ont donné acte dans leur rapport [A/5124, annexe I] — à la volonté du Gouvernement du Royaume-Uni de continuer sa politique de décolonisation qui consiste à acheminer tous les territoires sous leur responsabilité vers l'autonomie et l'indépendance. Les ministres britanniques qui ont renouvelé leur profession de foi d'une sincérité qui ne permet pas de doute ont également réaffirmé les bonnes dispositions du Royaume-Uni pour réaliser cette politique en collaboration avec les Nations Unies. Or, la Quatrième Commission en février dernier, le Comité spécial des Dix-Sept dans son rapport et la majorité des orateurs devant l'Assemblée générale ont conclu à l'erreur de la politique suivie à l'égard de la Rhodésie du Sud et à la fragilité de la thèse avancée qui ne constituait en fait qu'un alibi pour cacher l'erreur.

56. Le Royaume-Uni a réalisé la décolonisation à un rythme et dans des conditions qui lui ont valu une large estime et qui ont assuré à ses rapports nouveaux avec les anciennes colonies le caractère d'une fructueuse coopération. Mais la politique suivie en Rhodésie du Sud demeure incomprise par ses nombreux amis. Ce statut intermédiaire dont elle a doté la Rhodésie du Sud n'offre pas un seul progrès quant au destin de la population africaine; il offre par contre aux colons tous les avantages d'une indépendance effective, c'est-à-dire d'une liberté d'action complète à l'égard du peuple de la Rhodésie, sans contrôle du Royaume-Uni et, si l'on suivait sir Roy Welensky dans son raisonnement, sans qu'aucun recours international tout de suite qualifié d'immixtion dans les affaires intérieures soit possible. En somme, en voulant tenir compte de ce que lord Home a appelé l'application de méthodes variées suivant les différents territoires, le Gouvernement du Royaume-Uni a abouti en fait à une dénaturation complète du concept de l'autonomie par le transfert de tous les pouvoirs aux colons et, en dépit de tous les principes démocratiques d'égalité et de justice, a concentré tous les pouvoirs législatifs et exécutifs entre les mains d'une minorité qui ne cache ni sa philosophie ni sa politique.

57. Nous comprenons mal en effet pourquoi le Royaume-Uni, engagé résolument dans une politique de décolonisation pacifique, arrête ce processus au détriment d'un peuple qui subit cependant les rigueurs de la domination la plus intégrale.

58. On s'est efforcé d'analyser devant nous la Constitution du 6 décembre 1961 en la présentant comme une étape de libéralisation et de rétablissement progressif des droits entiers de la majorité dans un délai déterminé. Là encore, il nous semble pour le moins paradoxal qu'une minorité qui concentre entre ses mains tous les droits et tous les pouvoirs, qui demeure seule dépositaire de la législation et seule détentrice de l'autorité puisse renoncer à ses privilèges, accepter la transformation des institutions actuelles et le renversement logique de la situation qui pourrait s'ensuivre. Mais, à bien voir les choses, la Constitution du 6 décembre 1961 est non seulement la consécration de l'inégalité passée et actuelle, mais la garantie institutionnelle d'une inégalité perpétuelle.

^{1/} Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

^{2/} The Southern Rhodesia (Constitution) Order in Council, 1961 (Londres, H.M. Stationery Office).

59. Les responsables de la politique britannique ont versé dans les dossiers de la décolonisation une remarquable expérience faite de lucidité et de prévoyance. Mais le caractère fragile d'une telle construction ne peut leur échapper, pas plus que ses conséquences prévisibles.

60. L'urgence de la discussion, à laquelle le Comité spécial des Dix-Sept avait conclu, ne signifie nullement l'empressement à ouvrir un procès contre le Royaume-Uni. La majorité des signataires de la lettre [A/5127 et Add.1 et 2] invoquant l'urgence est constituée par des pays qui ont constamment rendu hommage à la clairvoyance de la politique anglaise qui a toujours su à temps déceler le point d'intersection de ses intérêts supérieurs, moraux et matériels, avec ceux des peuples sous sa responsabilité, et réaliser à son heure une mutation des pouvoirs rendue indispensable.

61. La situation en Rhodésie du Sud et la politique du Royaume-Uni à son égard nous donnent cette fois de légitimes inquiétudes. Nous craignons en effet qu'au processus habituel des transformations évolutives ne vienne se substituer ici un processus de violence nourri dans le fanatisme et la haine racistes, car aucun prophète ne pourra venir nous rassurer ou rassurer le Royaume-Uni lui-même en disant que les deux millions et demi d'Africains de la Rhodésie du Sud se soumettront à la fatalité de la Constitution et attendront que, dans un élan de générosité, un Welensky quelconque leur offre un jour, dans le calme et dans la paix, les droits les plus élémentaires et les plus légitimes qui leur sont aujourd'hui refusés dans la terreur et la violence.

62. L'urgence avec laquelle nous avons réclamé ces débats est donc avant tout un appel urgent au Royaume-Uni pour qu'il continue dans ce cas, comme il l'a fait dans tous les autres, sa politique traditionnelle d'assistance et de coopération avec les peuples anciennement colonisés et avec l'Organisation des Nations Unies afin que le drame dont les prémisses dangereuses se dessinent puisse être à temps évité.

63. Aucun point du projet de résolution soumis à l'Assemblée générale [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] ne semble devoir être rejeté. Tous les principes qui l'inspirent ont obtenu l'adhésion du Royaume-Uni et ont effectivement, dans nombre de cas, guidé son action en politique coloniale depuis plusieurs années. La convocation d'une nouvelle conférence constitutionnelle, le retour à la liberté de l'activité politique et la participation de tous les partis aux élections sur la base du suffrage universel et de la non-discrimination ne nous apparaissent pas comme des dispositions révolutionnaires pour le gouvernement et le peuple du Royaume-Uni qui ont toujours défendu chez les autres et soutenu chez eux les principes démocratiques et ont fait de ces principes la ligne de démarcation entre la liberté et la dictature.

64. Pour un grand nombre de membres de cette assemblée, la réponse du Royaume-Uni indiquerait ou sa faiblesse incompréhensible devant la pression de 300 000 disciples de M. Mallan, ou la permanence de son attachement à la justice, à l'amitié des peuples d'Afrique, qui veulent, dans le cadre d'une démocratie scrupuleusement respectée, accorder à la Rhodésie du Sud comme ailleurs, ainsi qu'à la minorité, la place qui lui revient et au Royaume-Uni l'attachement qu'il pourrait mériter.

65. Nous savons que le peuple britannique est trop respectueux de l'opinion internationale quand celle-ci se range du côté du droit pour pouvoir renier une tradition flatteuse et sacrifier légèrement une si large estime.

M. Quaison-Sackey (Ghana), vice-président, prend la présidence.

66. M. HASEGANU (Roumanie): L'Assemblée générale débat, déjà depuis quelque temps, la question de la Rhodésie du Sud, question lourde de conséquences pour l'avenir de la paix et de la sécurité du continent africain. Nos débats ont mis en évidence de nombreuses preuves qui indiquent, de la manière la plus claire, que la situation de la Rhodésie du Sud se trouve à présent à un tel point critique que, si l'on ne prend pas maintenant des mesures pour arrêter et renverser l'évolution actuelle, la Rhodésie deviendra une source de conflits aux proportions et aux conséquences imprévisibles.

67. La délégation de la République populaire roumaine se félicite que l'Assemblée générale ait été animée par le sens de sa responsabilité quand, en dépit de l'opposition vigoureuse des forces colonialistes, elle a reconnu le caractère urgent et aigu de cette question et a décidé de la mettre en discussion au cours de cette session même.

68. Par l'adoption des résolutions 1514 (XV) et 1654 (XVI), l'Organisation des Nations Unies a reçu un mandat très clair quant aux obligations qui lui incombent en matière de questions coloniales.

69. Dans sa résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale a solennellement proclamé "la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations" et a déclaré:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

70. Ce qui se passe actuellement en Rhodésie du Sud constitue un exemple typique du manque de désir d'appliquer cette résolution. Le Gouvernement britannique non seulement ne l'applique pas, mais il encourage en Rhodésie du Sud une politique contraire aux dispositions et aux principes de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

71. Le danger est encore plus accentué par le fait que l'Etat, tel qu'il a été organisé par les colonialistes, a un caractère nettement racial puisqu'il est fondé sur la conception de la suprématie de la race blanche, conception qui, par sa nature même, a un caractère agressif et, par conséquent, est condamnée par les normes du droit international contemporain comme un des plus sérieux dangers pour la paix et la sécurité internationales.

72. Deux ans se sont écoulés depuis l'adoption, par l'Organisation des Nations Unies, de la Déclaration concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et le Gouvernement britannique

applique encore les méthodes dont il s'est servi il y a 40 ans. Ainsi, en 1923, il a accordé certaines attributions de gouvernement autonome aux colons blancs sur la base d'un référendum auquel, sur toute la population de plus de 3 millions d'habitants, n'ont participé que 12 000 électeurs blancs, pour la plupart des engagés de la British South Africa Company.

73. Tout en suivant la même ligne, le Gouvernement britannique tente, en 1961, de consolider la base raciale de cette colonie. Par un référendum auquel aucun Africain n'a pris part, on a décidé l'acceptation d'une constitution raciale sur la base de laquelle le Parlement, composé d'une majorité écrasante de colons blancs, peut prendre des résolutions dans l'intérêt de cette minorité, et peut entre autres proclamer une indépendance formelle et créer un Etat à caractère racial du type de celui de l'Afrique du Sud.

74. La Constitution de la Rhodésie du Sud, élaborée en 1961 et repoussée avec indignation par la population africaine autochtone, consacre, en fait, l'asservissement de la population à une poignée de colons blancs qui ne représentent, dans leur ensemble, que 8 p. 100 de la population de ce pays. L'Assemblée générale a déjà discuté de cas similaires, comme celui de l'Angola, celui du Sud-Ouest africain et autres où les puissances colonialistes non seulement ignorent l'application de la Déclaration, mais agissent ouvertement contre celle-ci. Chaque puissance colonialiste a sa Rhodésie du Sud, enveloppée de fictions juridiques, et ce sont précisément ces intérêts communs, de pair avec ceux découlant des engagements pris dans le cadre des blocs militaires, qui amènent si souvent, à l'Organisation des Nations Unies, la constitution de cette unité, heureusement minoritaire, des délégations qui accordent leur vote à la cause rétrograde de l'appui du colonialisme.

75. Les représentants du Royaume-Uni et ceux qui les appuient ont essayé de convaincre l'Assemblée que les mesures prises en Rhodésie du Sud sont de nature à conduire vers la liquidation de la domination coloniale et raciale, et que la seule différence entre leur opinion et celle de la majorité écrasante de l'Assemblée porte sur la question du rythme de développement de ce processus. Ils ont ajouté qu'ils sont pour une évolution pacifique graduelle et que toute accélération du rythme des changements provoquerait des souffrances et des troubles encore plus grands.

76. Evidemment, tous les partisans sincères du mouvement de libération des peuples qui se trouvent encore sous domination coloniale, et en premier lieu ces peuples eux-mêmes, désirent que le changement de la situation déplorable dans laquelle ils se trouvent à présent et l'accession à l'indépendance s'opèrent avec le minimum possible de souffrances.

77. Mais la vérité est que le conflit principal au sujet de la question de la Rhodésie du Sud ne concerne pas le rythme des changements qui devraient y avoir lieu, mais concerne le sens même de ces changements. Les mesures récemment prises dans ce pays ne font qu'aggraver la situation et constituent la preuve que les puissances colonialistes ne renoncent pas de leur propre gré à leur domination et que, par leur attitude, elles rendent inévitable une collision avec les peuples opprimés qui luttent pour leur liberté. Même là où les colonialistes se rendent parfaitement compte qu'ils doivent quitter la place,

ils cherchent des formes nouvelles, plus raffinées, plus cachées, pour maintenir leurs anciennes positions. Le slogan des "changements pacifiques" n'est, dans le cas de la Rhodésie du Sud, qu'un instrument pour atteindre ces buts.

78. Invoquer les "difficultés" que les colonialistes rencontrent dans l'application de la déclaration concernant la liquidation du colonialisme dans le cas des territoires où la composition de la population est "multiraciale" — c'est-à-dire le cas des territoires où il y a une concentration plus grande des colons blancs —, c'est une pratique à la mode pour les puissances coloniales. C'est le cas de l'Afrique du Sud, de la Fédération d'Afrique centrale, du Kenya, etc. Et en effet, dans de tels cas, la population africaine doit surmonter des difficultés très grandes au cours du processus de leur accession à l'indépendance.

79. Car les puissances colonialistes posent la question de l'indépendance en fonction du degré auquel les intérêts des colons minoritaires seront maintenus après la libération. A cet égard, le rapport du Comité spécial des Dix-Sept présentait très clairement la position du Gouvernement anglais: "Dans l'élaboration des constitutions, il faut qu'il soit dûment tenu compte des situations des minorités..." [A/5124, par. 16.]

80. On soulève pourtant la question suivante: comment se fait-il que, dans de tels territoires où le nombre des colons était plus grand, il soit plus difficile d'accorder des droits aux peuples coloniaux que dans d'autres territoires où les colons étaient moins nombreux? Que reste-t-il de la mission de "civilisation" du colonialisme qui prépare les peuples coloniaux à l'autogouvernement? Evidemment, à de telles questions on évite de répondre.

81. Les plaidoiries que les représentants des puissances coloniales font du haut de cette tribune pour la défense de la "sécurité" et des "droits" des colons blancs cachent, sous une façade humanitaire, un important substrat économique.

82. En 1959, lord Robins, le Président de la British South Africa Company (société qui domine l'industrie du cuivre dans la Rhodésie du Sud), faisait la déclaration suivante:

"La prédominance de l'homme blanc, de l'Africain blanc-anglais, doit continuer au moins une génération encore. Pourquoi supposer que l'Africain noir, rien que parce qu'il se lave, parle anglais et porte des vêtements européens, doit nécessairement être accepté dans la société des Blancs?"

Le sens d'une telle déclaration est évident et ce qu'elle sous-entend est également très précis: la société présidée par lord Robins a toujours payé des sommes plus grandes pour les dividendes des actionnaires que pour le total des salaires payés à 40 000 mineurs africains.

83. Ce n'est pas par hasard que ces territoires, avec des questions appelées "difficiles", sont les territoires les plus riches. Ainsi, le rapport du directeur des mines, M. W. Ralson — rapport qui fut présenté en 1959 au Parlement de la Rhodésie du Sud — souligne que les ressources minérales de base de la Rhodésie du Sud continuent d'attirer les intérêts des grandes compagnies qui y exploitent les réserves de cuivre, de nickel et de fer. Le rapport montre que la Rhodésie du Sud est devenue le fournisseur numéro un de chrome

des Etats-Unis. Il apparaît donc très clairement que les intérêts des colons présents sur le territoire sont étroitement liés aux intérêts des capitaux anglais et d'autres pays. Cette combinaison d'intérêts crée les difficultés principales dans la voie de la libération des pays coloniaux; car les intérêts de ces milieux sont incompatibles avec les aspirations de libération et d'indépendance politique et économique des peuples d'Afrique.

84. Dans ce contexte, apparaît toute la fausseté des déclarations selon lesquelles la Constitution de 1961, avec son système de vote élaboré dans la Rhodésie du Sud, serait une mesure destinée à préparer l'indépendance et à assurer la majorité africaine. L'affirmation d'après laquelle, dans un laps de temps raisonnable, le niveau économique des Africains s'élèvera dans une mesure telle que l'Africain sera capable de satisfaire aux conditions imposées pour avoir qualité pour voter est dépourvue de fondement tant qu'on maintient le traitement discriminatoire des Africains et tant que leur revenu est 33 fois plus bas à la campagne et plus de 10 fois plus bas en ville que celui des Européens pour un travail égal.

85. En dépit de l'interprétation donnée par le Gouvernement britannique, le sens réel des discriminations imposées a été indiqué, il y a quelques années, devant l'Assemblée législative des colons blancs, par l'actuel Ministre de la justice du Gouvernement de la Fédération d'Afrique centrale qui s'est exprimé ainsi:

"Pour empêcher l'inscription sur les listes électorales d'un nombre d'indigènes africains tel que la gestion des affaires par la population européenne (blanche) pourrait s'en trouver bientôt menacée, nous devons relever les conditions de fortune et d'instruction ... Si on laisse à l'indigène le droit de se faire inscrire sur les listes électorales, il croira que nous jouons franc jeu dans une certaine mesure et n'éprouvera aucun sentiment de frustration ... La combinaison de conditions de fortune et d'instruction réduira sévèrement leur nombre." [A/AC.109/PET.4.]

86. De pareilles déclarations indiquent, le mieux l'essence de la politique qui se propose d'accorder l'indépendance "graduellement", de la politique des "pas", des "petit à petit", calculés dans l'octroi de l'indépendance. Cette politique exprime la tendance à perpétuer la domination coloniale, domination adoucie de-ci, de-là par des diversions propres à atténuer l'acuité du mouvement de libération des peuples coloniaux.

87. A la lumière de ces faits, tous ceux qui désirent que la marche de la Rhodésie du Sud vers la liberté soit vraiment pacifique doivent agir maintenant pour arrêter la marche que prennent à présent les événements dans cette partie du globe. Toute tergiversation constitue un encouragement pour les éléments colonialistes et racistes, qui dirigent à l'heure actuelle la Fédération de la Rhodésie du Sud et du Nyassaland, et ne ferait que renforcer la position de ces milieux colonialistes, augmenter la tension, amener des conflits toujours plus violents et qui ont des répercussions sur toute l'Afrique. Personne ne peut imaginer que les peuples opprimés pourront accepter le prolongement et le renforcement de l'oppression coloniale et raciale.

88. Dans cet esprit, la délégation roumaine estime que l'Assemblée générale peut et doit dire son mot. L'Assemblée générale doit se prononcer résolument

pour repousser immédiatement la constitution raciale et pour accorder le suffrage universel selon le principe "une voix par personne". L'Assemblée générale doit se prononcer pour l'octroi immédiat de l'indépendance à la Rhodésie du Sud.

89. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Comité des Dix-Sept, le Président du parti ZAPU [Zimbabwe African People's Union], qui représente presque 100 p. 100 de la population africaine, a dit:

"La population africaine de la Rhodésie du Sud est dès maintenant prête à assumer la responsabilité du gouvernement. Elle est depuis longtemps prête à se gouverner ... Aucune autre préparation n'est nécessaire." [A/AC.109/SR.16.]

90. De l'avis de la délégation roumaine, l'année 1962 doit apporter l'indépendance à la Rhodésie du Sud et la liberté à sa population.

91. M. BORJA (Philippines) [traduit de l'anglais]: Tout d'abord, ma délégation doit déclarer qu'elle n'a pas besoin de rappeler ici, après tant d'années de relations amicales, la haute estime qu'elle porte au Royaume-Uni. Nos deux gouvernements ont collaboré et collaborent dans plusieurs entreprises qui présentent quelque importance pour le monde et pour nos deux pays. Notre pays ayant conquis sa liberté non seulement par une révolution accompagnée d'effusions de sang, mais aussi par une entente démocratique et des négociations pacifiques avec la Puissance administrante, nous ne méconnaissons pas le fait que le Royaume-Uni a libéré ou mis sur la voie de la libération des millions d'hommes dans la courte période qui a suivi la fin de la seconde guerre mondiale. Ce qu'il a fait ainsi montre bien l'esprit britannique bien connu du franc jeu. Cela montre encore mieux le réalisme profond avec lequel le Royaume-Uni, s'inspirant des tendances historiques actuelles, cherche à résoudre les problèmes multiples qui se posent à lui.

92. Nous voici devant la question de la Rhodésie du Sud. C'est une question difficile, cela va sans dire. C'est aussi une question douloureuse surtout pour les millions d'autochtones asservis de la Rhodésie du Sud, cela est indiscutable. C'est une question complexe et parfois si déroutante pour la logique, voilà la chose que les personnes spécialement douées pour les subtilités de l'équivoque sont peut-être les seules à pouvoir comprendre.

93. Le problème est d'établir une société multiraciale, entreprise toujours difficile quels que soient le moment et le lieu. Dans l'expérience ordinaire, la difficulté consiste à garantir entièrement, par voie constitutionnelle, les droits et les libertés des minorités. C'est lorsque nous nous mettons à réfléchir au problème africain, où il ne s'agit pas de l'assimilation des minorités mais de l'assimilation des majorités, que la situation prend une tournure légèrement surréaliste, déroutante pour notre sens de l'ordre comme pour notre sens de ce qui convient ou ne convient pas.

94. Par quel phénomène inexplicable, pourrions-nous demander, une poignée de colons qui n'atteint pas le demi-million domine-t-elle une population six fois plus nombreuse? Poser la question en ces termes n'est naturellement pas la résoudre. Mais, si fort que cela choque notre sensibilité, c'est pourtant bien le fait réel, celui que nous devons regarder en face et pour lequel nous devons trouver une solution pratique.

95. On a entendu maintes fois au cours de ce débat soutenir l'opinion qu'il vaudrait mieux ne pas gêner la

marche de l'évolution en Rhodésie du Sud, étant donné qu'elle aboutirait finalement à l'égalité politique absolue entre les colons et les autochtones, parce que, si l'on intervenait, on risquerait de voir la situation devenir soudain encore plus tragique. Nous admettons à cet égard la sincérité du Royaume-Uni, qui partage cette opinion. Nous refusons de voir là un travestissement du fond de la question.

96. Néanmoins, ceux qui pensent ainsi nous semblent passer à côté de l'essentiel et peut-être même malmenier la vérité. Si nous lisons le rapport du Comité spécial des Dix-Sept [A/5124], nous constatons en effet que ce sont précisément la marche et la direction de l'évolution qui sont en cause maintenant. De l'avis du Comité spécial, la Constitution de décembre 1961 représente un pas en arrière et menace de faire durer l'emprise brutale de la minorité blanche sur la population autochtone. S'il est vrai que cette nouvelle constitution a quelque chose de plus libéral, l'abandon par le Royaume-Uni de ses pouvoirs réservés livrerait en fait les autochtones à la merci de la minorité. Le pouvoir de veto des Africains sur toute tentative de rendre la Constitution moins libérale est un droit négatif et beaucoup moins important que le fait qu'un élargissement du droit de veto exigerait la majorité des deux tiers à l'Assemblée législative, qui serait dès le début sous le contrôle indiscuté des colons.

97. On peut toujours prétendre que la Constitution n'est que provisoire. Mais cet argument n'est guère admissible que si l'on veut donner raison aux évaluations optimistes selon lesquelles les Africains auraient la majorité à l'Assemblée législative dans un délai de 8 à 12 ans. Or cet optimisme ne semble guère justifié d'après les conditions exigées des autochtones pour avoir le droit de vote. Il serait plus juste de dire que, dans de telles conditions, l'élargissement du corps électoral africain en Rhodésie du Sud prendrait plusieurs générations et, dans le langage des nations en voie de se libérer, parler de "générations" équivaut presque à parler d'éternité.

98. Les défauts de la Constitution de 1961 sont résumés dans le rapport du Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud [A/5124, annexe I] qui a déclaré que cette constitution n'était pas conforme à la Déclaration qui figurait dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et ne reconnaissait pas les principes démocratiques d'égalité et de justice.

99. Il semblerait en fait que la négation de ces principes dans la nouvelle Constitution soit précisément la raison pour laquelle la situation en Rhodésie du Sud s'est subitement aggravée de façon menaçante. Si pénible qu'il soit de le reconnaître, la violence est encore le procédé naturel aux hommes qu'on a privés des moyens légitimes de protestation. La Rhodésie du Sud proclame que sa police n'avait jamais jusqu'à ces derniers temps tiré un seul coup de feu sous l'effet de la colère. Cela montre que la population de la Rhodésie du Sud est prête à régler ses affaires intérieures conformément à la raison et dans un esprit de compromis réconfortant. Mais ces attitudes sont peut-être dépassées, car les événements actuels en Afrique et ailleurs dans le monde ont troublé les eaux de ce havre de tranquillité, si jamais il a mérité ce nom. En Rhodésie du Sud comme partout ailleurs, la passion de l'égalité rompt toutes les entraves.

100. Ce n'est pas seulement le fait, pourtant suffisant en soi, que la population est asservie qui la pousse à la violence. Ce sont plutôt les sinistres connotations

du racisme qui donnent un caractère désespéré au problème de la Rhodésie du Sud. Ce qui peut sauver la situation, c'est que les colons blancs, bien que résolus à maintenir leur domination, n'en font pas un article de foi. En fait, certains d'entre eux tout au moins soutiennent que l'objectif de l'évolution sociale et politique en Rhodésie du Sud est l'égalité complète des races. Pour ceux qui préfèrent considérer les choses par leur côté le plus brillant, cela permet de croire que la doctrine ne formera pas un obstacle infranchissable et que le réalisme prendra le pas sur elle quand la marée montante des Africains deviendra trop forte pour qu'on puisse y résister.

101. Mais, pour l'Africain d'aujourd'hui, c'est là une distinction simplement théorique et abstraite. Ce qui conditionne sa vie aujourd'hui, c'est l'existence tout autour de lui d'une discrimination fondée sur la couleur, qui n'est que trop tangible, qui entrave son évolution et empêche son accès au monde moderne.

102. Oui, le racisme est encore l'hérésie suprême de notre temps. Une des ironies du problème de la Rhodésie du Sud et non la moindre est que le Royaume-Uni, avec sa tradition démocratique si ancienne et si honorable, soit pris comme dans un étau dans les difficultés de la situation. Il éprouve certainement, si on considère ce qu'il a fait dans le passé, de la sympathie pour le sort des Africains, mais il doit en même temps tenir compte des vœux de la minorité gouvernante. Cependant, cette minorité elle-même n'est pas unie, car on y trouve une tradition démocratique trop fortement enracinée pour admettre l'injustice. Il est instructif à ce propos de considérer ce que est arrivé à M. Garfield Todd qui, cherchant à faire adopter des réformes libérales en Rhodésie du Sud, en a été récompensé par la perte de ses fonctions et qui doit aujourd'hui jouer le rôle solitaire d'un avocat plaidant contre sa propre classe. Si la Constitution de 1961 est un compromis, comme on le prétend, c'est sans doute un compromis entre les idées proposées par divers éléments de la minorité dirigeante, car elle laisse malheureusement encore en question l'avenir de l'Africain, pour lequel la Constitution doit certainement être conçue au moins en partie.

103. Ma délégation est heureuse de constater que le Royaume-Uni ne renie pas entièrement sa responsabilité dans cette affaire. Nous sommes encore encouragés de voir que les dirigeants du Royaume-Uni que le Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud a rencontrés semblent reconnaître tacitement que les Nations Unies ont une responsabilité, en vertu des dispositions de la Charte, pour ce qui est de l'avenir de la Rhodésie du Sud. Leur attitude de coopération constructive autorise à penser que la situation ne restera pas trop longtemps telle qu'elle est.

104. Je tiens à déclarer toutefois que nous ne partageons pas l'opinion suivant laquelle le choix à faire, en ce qui concerne la question de la Rhodésie du Sud, se limiterait à un choix entre la Constitution de 1961 et celle qu'elle doit remplacer. Si ce choix était le seul possible, nous pourrions aussi bien terminer tout de suite cette discussion. Or les solutions possibles ne manquent pas; la difficulté ne consiste pas à les trouver, mais à accepter de prendre des mesures courageuses pour atteindre les objectifs fondamentaux de la Charte des Nations Unies. C'est dans cette perspective que nous considérons le projet de résolution [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] et c'est pour cette raison que nous sommes prêts à le voter.

M. Mongi Slim (Tunisie) reprend la présidence.

105. M. Tafeb SLIM (Tunisie): La Rhodésie du Sud appartient à cette catégorie de colonies où l'émigration d'un grand nombre d'Européens a permis l'implantation dans le pays d'une forte minorité de blancs. Ces colons se sont rapidement organisés pour exploiter les richesses du pays et, par la suite, se sont emparés du pouvoir pour mieux défendre les privilèges et les droits acquis. Ce phénomène de la colonisation par le peuplement ne nous est pas étranger. Nous avons, en Afrique du Nord, connu une des variétés de ce régime. Nous sommes à même d'apprécier les difficultés auxquelles sont aux prises, en Rhodésie, et le Gouvernement britannique et la population africaine.

106. En 1922, les autorités britanniques avaient organisé en Rhodésie du Sud un référendum, pour déterminer si ce territoire devait devenir une cinquième province de l'Union sud-africaine ou s'il devait être doté d'un gouvernement responsable. Il va sans dire que seuls les colons avaient été consultés, alors que les Africains assistaient en spectateurs impuissants à la tragédie qui devait décider de leur avenir. Huit mille sept cents colons sur 14 600 s'étaient prononcés pour la formation d'un gouvernement blanc responsable, contre 5 900 qui avaient alors opté pour la fusion avec l'Afrique du Sud. En 1923, une Constitution avait été promulguée pour la Rhodésie du Sud et un gouvernement de la minorité blanche avait été constitué, lequel, sans perdre de temps, créait tout un dispositif de lois autorisant la spoliation des terres, l'exploitation des richesses minières et l'asservissement de la population africaine.

107. Je ne m'attarderai pas à critiquer le régime qui s'ensuivit et qui, malheureusement, continue à régner en Rhodésie du Sud. Il me suffit de dire que l'existence d'un tel régime est en contradiction flagrante avec la Charte des Nations Unies et constitue un véritable affront à la dignité humaine. L'Autorité administrante a néanmoins toléré et encouragé cet état de fait pendant 40 ans, sans éprouver le besoin d'intervenir en faveur de la population autochtone, malgré les pouvoirs qui lui étaient réservés dans la Constitution.

108. En 1959 et 1960, devant le développement politique de l'Afrique, les colons sont pris de peur. Les territoires coloniaux s'émancipent rapidement et accèdent, l'un après l'autre, à l'indépendance. Le Premier Ministre britannique, M. Macmillan, proclame en Afrique même la nécessité de reconnaître et de composer avec le nationalisme africain. Un mouvement nationaliste irrésistible libère les énergies longtemps contenues; alertés et craignant de voir le vent de libéralisme colonial anglais souffler sur la Rhodésie du Sud, les colons blancs sentent trembler leur empire et menacé le pouvoir qu'ils ont usurpé.

109. Le peuple de la Rhodésie du Sud, qui avait déjà pris conscience de son état d'asservissement, s'organise et revendique ses droits. A l'Organisation des Nations Unies, l'effort inlassable des délégations africaines et asiatiques aboutit à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il n'est plus possible d'imposer des régimes aussi archaïques que celui de la Rhodésie du Sud, ni de passer sous silence des constitutions racistes comme celle de 1923^{3/}. C'est alors que le

gouvernement de sir Edgar Whitehead accède enfin à la demande des Africains pour l'élaboration d'une constitution nouvelle.

110. Un grand espoir anime les nationalistes africains qui voient leur chef, M. Nkomo, consulté et appelé à exprimer le sentiment de ses compatriotes sur leur destinée. Malheureusement, toutes ces consultations n'ont abouti qu'à un résultat peu satisfaisant. Là encore, l'esprit et la mentalité colonialistes — qui ne savent pas tirer de leçons de l'expérience des autres, ni renoncer à leurs privilèges — ont finalement triomphé pour faire échouer une expérience qui aurait pu changer l'avenir de l'Afrique centrale et constituer un jalon dans le processus de la décolonisation pacifique.

111. La Constitution du 6 décembre 1961 n'est même pas — comme l'auraient espéré tous les Africains — un pas, si timide soit-il, dans la voie du compromis menant progressivement à l'autodétermination et à l'indépendance. Elle ne peut en aucun cas constituer la solution tant attendue pour mettre fin à la tragédie que vivent nos frères de la Rhodésie du Sud.

112. Quels sont les points essentiels de cette constitution? Elle consacre dans les textes l'inégalité des autochtones africains et des colons blancs, en instituant deux collèges d'électeurs. Le collège A est en fait uniquement réservé aux 240 000 blancs qui élisent 50 députés, alors que les 3 millions d'Africains se voient attribuer 15 sièges au Parlement. Le droit de vote, loin de consacrer l'égalité des individus et le principe du suffrage universel, est fondé sur les privilèges que détient la classe dominante des blancs. Le Gouvernement du Royaume-Uni soutient que l'élaboration de cette constitution est un pas en avant puisqu'elle consacre l'entrée des Africains au Parlement. Certes, nous dit-on, les Africains ne sont pas en nombre suffisant, mais dans 10 à 12 ans, avec le progrès de l'enseignement et le développement économique, ils pourraient devenir majoritaires et alors, à leur guise, changer la Constitution et gérer les affaires de leur propre pays.

113. Nous regrettons de ne pouvoir partager cet optimisme, car il est évident que, pour changer ou pour réviser la Constitution, il faut une majorité des deux tiers au Conseil législatif. Il est non moins évident que la classe privilégiée, le gouvernement et la majorité du Parlement sont constitués par des blancs, qui ne reculeront devant rien pour sauvegarder leurs privilèges et éviter d'être débordés et peut-être évincés; ils sauront faire retarder autant que faire se peut cette poussée de l'enseignement et freiner, même par des textes législatifs, le développement économique des Africains. Cela revient à dire qu'une majorité autochtone, fondée sur le principe naturel "un homme, une voix", ne pourra jamais être atteinte dans l'organe législatif. La mentalité des colons blancs de la Rhodésie du Sud a été parfaitement bien illustrée par la fameuse déclaration de sir Roy Welensky, quand il a dit qu'il faudrait 200 ans aux Africains pour arriver à être à égalité avec les blancs au Parlement.

114. Voilà, Monsieur le Président, en quelques mots, l'aspect essentiel de cette constitution. Les anomalies, les exceptions ont fait que ces textes non seulement ne garantissent aucun droit aux autochtones, mais sous un semblant de libéralisme constituent un recul par rapport à la situation *quo ante* puisque ce droit de regard et de contrôle du Gouver-

^{3/} The Southern Rhodesia Constitution Letters Patent, 1923 (Londres, H.M. Stationery Office).

nement du Royaume-Uni disparaît pour céder le pas à un pouvoir centralisé entre les mains de la minorité blanche qui pourra ainsi continuer d'imposer son régime et son bon vouloir à 3 millions d'Africains. Les ministres anglais et les représentants du Royaume-Uni à cette organisation nous disent, pour nous rassurer, que tout d'abord ce droit de regard qui permet au Gouvernement britannique de dénoncer certaines parties de la législation en Rhodésie du Sud n'a jamais été exercé; et que, par ailleurs, on a pris soin d'inclure dans la nouvelle Constitution des garanties constitutionnelles adéquates et finalement plus efficaces que ces pouvoirs réservés.

115. Abordons ces prétendues garanties constitutionnelles que sont la Déclaration des droits et le Conseil constitutionnel. Sir Hugh Foot, dans son discours prononcé le 7 mars 1962 devant le Comité des Dix-Sept, a défini le but de cette déclaration des droits comme devant assurer à tout individu vivant en Rhodésie du Sud la jouissance des droits fondamentaux et des libertés individuelles. Or, si cette déclaration essaie de garantir certains droits, ceux-ci ne sont nullement de nature à pouvoir mener les autochtones à gérer un jour leurs propres affaires. La Déclaration consacre certains droits civils naturels, mais n'aborde pas les droits civiques. On pourrait même dire qu'elle constitue un recul puisqu'elle consacre par les textes une suppression des droits civiques.

116. L'énumération de ces droits, à savoir droit à la vie, à la liberté, à la sûreté de la personne et de la propriété de ses biens, à la protection de la loi ainsi que la liberté de conscience, d'expression, de réunion, droit au respect de la vie privée ou familiale, etc., démontre suffisamment combien cette déclaration peut être rétrograde puisque de tels droits naturels appartiennent à tout individu dès sa naissance. D'ailleurs, de l'analyse de ces droits, il ressort qu'aucune disposition de la Déclaration n'a été appliquée et ne peut l'être, en l'état actuel des choses. En effet, le fait d'assurer à tout individu le droit à la vie et à la liberté n'est que l'expression de vains mots, puisque la police s'empresse d'ouvrir le feu sur tout groupe dont le rassemblement lui semble suspect, et que le gouvernement s'est arrogé le pouvoir de détenir, pendant un temps indéfini, toute personne qui a attiré ses soupçons sans même la citer devant une juridiction quelconque. Bien plus, par suite d'une disposition de la loi, l'article 11 de l'Unlawful Organisation Act, il n'existe aucun recours contre ces arrestations arbitraires.

117. La Déclaration veut consacrer la liberté et le droit au travail et stipule que nul ne peut être tenu en servitude ou contraint au travail forcé. Mais nous constatons l'existence de ce dernier, dans les réserves dites "indigènes", en vertu d'obligations communales ou censément civiques. Le travailleur, lié par contrat pour une durée de plusieurs années — et nous connaissons ce genre de contrat entre les travailleurs sans défense et leurs patrons tout-puissants —, est obligé par la contrainte physique à parfaire son contrat. La Déclaration consacre le droit à la propriété, mais le gouvernement — sans droit et sans textes — se permet de pratiquer des saisies et de faire des perquisitions.

118. Dans la pratique légale anglo-saxonne, tout inculpé est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire. Mais, si la Déclaration des droits garantit aux

individus l'application de ce principe, il existe un texte, l'article 9 de l'Unlawful Organisation Act, qui renverse ce principe et par lequel les présomptions de culpabilité existent pour certains délits.

119. Le droit d'expression, de réunion, nous dit-on, est garanti. Mais nous n'ignorons pas que la liberté de s'exprimer ou de se réunir n'est pas assurée aux partis nationalistes et à leurs chefs et qu'un texte qui restreint, et je dirai même supprime, ces droits, le Law and Order (Maintenance) Act, adopté en 1960, reste toujours en vigueur; les dispositions de ce texte sont si sévères et si contraires à toute justice que le "Federal Chief of Justice" a refusé de l'appliquer et a préféré donner sa démission.

120. On nous dit aussi que la Déclaration des droits assure l'égalité des habitants et les protège contre toute mesure discriminatoire, mais, si nous comparons le budget établi pour les blancs avec celui établi pour les autochtones en matière d'enseignement, en matière sanitaire, ou dans tout autre domaine où l'autochtone pourrait avancer, évoluer, protéger sa santé et celle de sa famille, la discrimination est totale et criante.

121. J'en arrive maintenant au Conseil constitutionnel, qui, selon la thèse avancée par le représentant du Royaume-Uni, protégerait les intérêts de la population autochtone. Il convient tout d'abord d'en signaler une première anomalie: le Conseil constitutionnel a un pouvoir purement consultatif et ses décisions ne constituent que de simples vœux que l'autorité peut très bien ne pas suivre. De plus, le mode d'élection de ses membres est tel que les autochtones ne peuvent en aucune manière décider de leur choix. En effet, le corps électoral de ce conseil se compose du haut magistrat de la Cour suprême comme président, des juges et anciens juges de cette cour, tous blancs, et du Président du conseil des chefs, un Africain nommé par le gouvernement. C'est ce conseil, composé de blancs et d'un noir choisi pour sa dévotion pour les blancs, qui désignera l'organe destiné à veiller à la protection des autochtones.

122. Il est évident, et les représentants qui m'ont précédé à cette tribune l'ont suffisamment démontré, que la Constitution du 6 décembre 1961 élaborée contre la volonté du peuple africain de la Rhodésie du Sud est une constitution qui est loin de garantir les droits inaliénables et imprescriptibles de ce peuple à l'autodétermination. Fondée sur des principes qui font prévaloir les intérêts et les privilèges d'une classe de colons, elle ne ferait, si elle était complètement appliquée, que permettre le transfert des pouvoirs à une minorité étrangère qui n'a d'autre objectif que de continuer d'asservir tout un peuple et de s'enrichir à ses dépens. Cette constitution ne tient aucun compte des principes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], ni plus particulièrement du paragraphe 5 de ladite déclaration qui se lit comme suit:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

123. Ma délégation, avec 40 autres délégations, a souligné, dans la lettre adressée au Secrétaire général, l'urgence qu'il y avait à attirer l'attention de notre assemblée, à la présente reprise de sa session, sur la gravité que présente la situation en Rhodésie du Sud. Nous estimons en effet que l'intention du gouvernement des blancs de la Rhodésie du Sud d'imposer la Constitution actuelle à 3 millions d'Africains ne peut que constituer une menace réelle à la paix dans ce territoire, car cela ne pourra qu'inciter les Africains à résister, par tous les moyens, à cette épreuve de force pour défendre leurs droits.

124. Le Royaume-Uni a été la première puissance coloniale à reconnaître la nécessité d'émanciper les peuples qu'elle a dominés et à accepter leur accession à l'indépendance. Ma délégation et mon gouvernement se sont toujours plu à rendre hommage à cette politique de sagesse qui permet un processus de décolonisation pacifique et qui rend possible la reversion des anciens liens entre colonisés et puissance coloniale en relations d'amitié et de coopération. Grâce à cette politique, le Royaume-Uni peut compter aujourd'hui sur l'amitié sincère de ses partenaires africains et asiatiques du Commonwealth. Ce que nous reprochons au Gouvernement du Royaume-Uni, c'est précisément de n'avoir pas appliqué cette même politique de sagesse, ce même libéralisme ou ces mêmes procédés de décolonisation à la Rhodésie du Sud. Nous ne voulons toutefois pas désespérer et nous sommes convaincus qu'il est encore temps et que la sagesse britannique saura trouver le moyen d'adapter sa politique en Rhodésie du Sud aux réalités africaines et éviter ainsi la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud. Nous sommes entièrement d'accord avec le Gouvernement britannique pour dire qu'il a la pleine responsabilité de ce qui se passe en Rhodésie. Puisse-t-il assumer cette responsabilité pleine et entière pour redresser une situation qui ne peut mener qu'à des convulsions tragiques et à des troubles sérieux.

125. Nous savons que le problème qui nous préoccupe aujourd'hui est grave et complexe. D'aucuns le rapprochent du problème algérien; lorsque l'on sait ce qu'il en a coûté à la France pour mettre fin à la tragédie algérienne et ouvrir la voie à une réconciliation que nous appelons de tous nos vœux, on ne peut que réaliser l'urgence qu'il y a à rétablir la balance en Rhodésie du Sud en faveur de 3 millions d'Africains et la nécessité de reconnaître leurs droits légitimes. C'est pourquoi ma délégation, en accord avec 37 autres délégations, a déposé devant notre assemblée un projet de résolution (A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4) qui, dans son paragraphe 1, fait siennes les conclusions du rapport présenté par le Comité spécial et affirme que le territoire de la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome, au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies. L'alinéa a du paragraphe 2 de notre projet de résolution prie la Puissance administrante:

"De convoquer d'urgence une conférence constitutionnelle, avec la pleine participation des représentants de tous les partis politiques, en vue d'élaborer pour la Rhodésie du Sud une constitution qui remplacerait la Constitution du 6 décembre 1961 et garantirait les droits de la majorité de la population conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale."

Ce paragraphe reprend d'ailleurs la conclusion du rapport du Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud (A/5124, annexe 1) qui est contenu dans le paragraphe 45.

126. Cette idée est encore exprimée d'une façon plus concise dans le paragraphe 2 de la résolution proposée par trois délégations africaines et adoptée par le Comité spécial, qui dit:

"Exprime sa conviction qu'il est nécessaire, pour l'évolution du territoire vers l'indépendance, que le Gouvernement du Royaume-Uni procède sans plus tarder à la révision de la Constitution de 1961 en convoquant une autre conférence constitutionnelle avec la participation des leaders politiques de la Rhodésie du Sud" (*ibid.*, annexe II).

127. On veut bien nous dire que le Gouvernement du Royaume-Uni est tenu par certaines conventions et qu'il n'a plus le droit de réviser la Constitution ou d'en élaborer une nouvelle. L'un des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune a déjà répondu à cet argument et nous a cité le précédent de la Constitution de la Guyane britannique. D'autres précédents, comme celui de la Constitution de l'île de Malte, pourraient être invoqués, qui montrent que, si le Gouvernement britannique le désirait, il saurait trouver les arguments convaincants nécessaires pour lui permettre de révoquer ou de faire abroger la Constitution de 1961.

128. Nous sommes tout à fait disposés à convenir avec le représentant du Canada que le Gouvernement britannique conserve toujours un grand pouvoir de persuasion et de négociation. Nous sommes convaincus que, si M. Butler voulait bien utiliser ce pouvoir, il n'aurait pas énormément de difficultés à amener sir Edgar Whitehead à composer avec les nationalistes africains.

129. Nous lançons un appel au Gouvernement britannique pour qu'il reconsidère cette constitution de 1961 et pour qu'il agisse avant qu'il ne soit trop tard.

130. Nous avons eu l'occasion de dire au Comité des Dix-Sept qu'une guerre d'Algérie était suffisante pour la libération de tout le continent. Nous tenons à répéter ici qu'à moins d'arriver à un compromis honorable et satisfaisant conduisant les Africains à exercer le pouvoir et à gérer leurs propres affaires, à moins, comme le proclamait le président Bourguiba lors du Congrès du Néo-Destour de 1958, "de réaliser cette décolonisation à froid et dans l'entente, on ne saurait éviter des convulsions dangereuses, des effusions de sang et des conflits pareils à ceux que nous avons connus en Algérie, avec tout ce que cela comporte de souffrances, de tortures et de misères. Or, c'est précisément cela que nous tenons à éviter. C'est bien cela qui nous fait peur, car c'est tout l'avenir des Africains et de la minorité des blancs qui sera mis en danger en creusant entre eux un fossé de haine, de méfiance et d'incompréhension".

131. Nous arrivons à la conclusion de nos débats. Un grand nombre d'orateurs ont tenu à apporter aux travaux de l'Assemblée la contribution très appréciable de leurs délégations. Ils l'ont fait avec beaucoup de compréhension, avec franchise et toujours avec mesure, sans se laisser emporter par leurs sentiments. Nous voulons rendre hommage à leurs efforts.

132. D'aucuns se demandent si c'est bien servir les intérêts de la Rhodésie du Sud et de la population africaine de ce territoire que d'engager un débat qui

ne peut que pousser les blancs et le gouvernement de la minorité à raidir leur attitude. Une grande puissance comme le Royaume-Uni, nous dit-on, n'accepterait pas que l'on intervienne dans ses affaires coloniales et encore moins que les Nations Unies lui dictent des résolutions.

133. On nous dira que nous sommes tous d'accord sur les objectifs à atteindre et que la seule différence entre notre position et celle des colons de la Rhodésie est relative à la vitesse avec laquelle ces objectifs seront atteints.

134. Nous croyons quant à nous, en notre âme et conscience, que ces débats auront beaucoup aidé à voir triompher la cause juste et noble de nos frères du Zimbabwe. Nous pensons que nos débats, par leur ton, leur sérieux et la confrontation honnête de toutes les thèses, auront contribué pour beaucoup à lever le voile de la réalité douloureuse de ce problème et, par là même, à indiquer la voie de la réconciliation.

135. Nos débats ont, d'ores et déjà, permis de poser ce problème devant l'opinion publique. Et l'opinion publique a un rôle à jouer dans la recherche des solutions. Ceci s'applique particulièrement au Royaume-Uni. Nous voyons déjà d'excellents résultats enregistrés et je me permettrai à ce sujet de citer un court passage de l'éditorial publié par le journal *The Observer* dans son numéro du dimanche 17 juin 1962:

"Par conséquent, si la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui au banc des accusés, il ne faut pas s'en étonner ni s'en indigner. Ce n'est certainement pas la faute des "intrigues diaboliques du bloc africano-asiatique". Le gouvernement est simplement appelé à payer les erreurs qu'il a commises en Afrique centrale. En couvrant les faiblesses de l'administration de sir Roy Welensky, il s'est mis dans la position gênante de devoir répondre de ses méfaits.

"Ce n'est que si le gouvernement reconnaît ces faits que la politique britannique pourra se concentrer sur la tâche urgente de chercher une formule de règlement entre les groupes raciaux de la Rhodésie du Sud. Le débat en cours à l'Organisation des Nations Unies pourra être utile s'il fait mieux sentir à la Grande-Bretagne et à la Rhodésie du Sud la nécessité urgente d'abandonner la nouvelle Constitution qui n'est pas satisfaisante. Nous devons nous engager fermement à prendre pour objectif de notre politique en Rhodésie du Sud la loi de la majorité et à ne pas envisager un transfert définitif des pouvoirs tant que pareille décision n'aura pas l'assentiment de la majorité."

[L'orateur reprend en français.]

136. Ma délégation veut espérer que le projet de résolution contenu dans le document A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4 pourra rallier l'unanimité des voix pour son adoption.

137. M. GARCIA INCHAUSTEGUI (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Au cours du débat sur la question de la Rhodésie du Sud, qui occupe les séances de l'Assemblée depuis quelque temps, nous avons entendu parler de minorités de colons au pouvoir, de discrimination contre les autochtones, de capital étranger utilisé pour exploiter la région, de travailleurs qui gagnent un salaire tout différent selon qu'ils ont la peau blanche ou la peau noire. Nous avons entendu parler de colonie "autonome" et d'"élections" où la majorité est assurée de ne pas obtenir le pouvoir. Nous avons

aussi entendu parler de matières premières à bon marché, de salaires de misère, de bénéfices énormes réalisés par les "companies" et de beaucoup d'autres choses du même genre. Nous avons eu très vite l'impression que cette marche d'exploitation coloniale inhumaine qu'est la Rhodésie du Sud a dépassé la simple exploitation et qu'une grande partie de ce qu'on y dénonce est le modèle de ce que font les colonialistes et d'autres qui ne sont pas des colonialistes dans les immenses régions défavorisées du monde où ils exercent encore leurs talents d'exploiteurs.

138. Quand nous défendons le droit légitime du peuple de la Rhodésie du Sud à l'indépendance, nous agissons conformément aux principes de la Charte et par devoir de solidarité envers nos frères d'Afrique, mais en même temps nous dénonçons ce qui a fait jusqu'à hier notre malheur et qui fait aujourd'hui le malheur des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine demeurés sous la domination de minorités au service du capital financier international.

139. Lorsque nous écoutons les représentants des pays africains dénoncer avec fermeté et une rigoureuse logique le colonialisme et la discrimination en Rhodésie du Sud, nous pensions aux noirs et aux Indiens d'Amérique, nous pensions aux métis d'Amérique, puisque l'Amérique est une terre de métissage, même si cela gêne beaucoup de petits messieurs, nous pensions aux conditions d'exploitation dans lesquelles ont vécu et vivent encore la grande majorité de nos populations. En même temps, nous sentions que notre solidarité envers le peuple de la Rhodésie du Sud se fortifiait et nous trouvions une plus large signification à la "Deuxième Déclaration de La Havane", adoptée par l'Assemblée générale nationale du peuple cubain le 4 février 1962:

"Cuba et l'Amérique latine font partie du monde. Nos problèmes font partie des problèmes qui découlent de la crise générale de l'impérialisme et de la lutte des peuples asservis, du heurt entre le monde qui naît et le monde qui meurt. D'où sont sorties les sommes colossales qui ont permis à une poignée de monopolistes d'accumuler des milliards de dollars? Simplement de l'exploitation du travail de l'homme. Des millions de gens obligés de travailler pour un salaire de subsistance ont produit à la sueur de leur front les gigantesques capitaux des trusts et des monopoles. Ce sont les travailleurs qui ont amassé les fortunes des classes privilégiées toujours plus riches et toujours plus puissantes. Par l'intermédiaire des établissements bancaires, ces classes sont arrivées à disposer non seulement de leur propre argent, mais aussi de l'argent de toute la collectivité. C'est ainsi que s'est produite la fusion des banques avec la grande industrie et que s'est formé le capital financier. Que faire alors avec les excédents de capital qui se sont accumulés en quantités énormes? Les utiliser pour envahir le monde. Toujours en quête de gains et de bénéfices, les riches ont commencé par s'appropriier les richesses naturelles de tous les pays économiquement faibles et à exploiter le travail de leurs habitants moyennant des salaires encore beaucoup plus misérables que ceux qu'ils se voyaient obligés de payer aux travailleurs de leur métropole. Ainsi a débuté le partage territorial et économique du monde. En 1914, huit ou dix pays impérialistes avaient soumis à leur domination économique et politique, hors de leurs frontières, des territoires dont la superficie totale atteignait 83 700 000 kilomètres carrés

et la population 970 millions d'habitants. Ils s'étaient simplement partagé le monde."

140. La question qui nous occupe est un cas très net de colonialisme. On a déjà apporté ici à satiété des preuves de l'exactitude de cette affirmation. Notre délégation partage entièrement les préoccupations et les objectifs de la quarantaine de délégations de pays d'Afrique et d'Asie qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour et sa discussion à la présente session. Nous approuvons également les conclusions du Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud [A/5124] selon lesquelles ce territoire n'a pas pleinement accédé à l'autonomie. De même c'est notre avis qu'il faut abroger la Constitution raciste de 1961 et réunir une conférence constitutionnelle à laquelle participe le peuple de la Rhodésie du Sud sans aucune exclusion. Il existe dans le territoire de la Rhodésie du Sud une situation grave et grosse de périls: les Nations Unies et la Puissance administrante ont le devoir de s'en rendre compte et d'essayer de la résoudre conformément aux principes de la Charte et aux résolutions anticolonialistes de l'Assemblée, et plus spécialement par application du Chapitre XI de la Charte.

141. Les puissances coloniales ont renouvelé à plusieurs reprises leurs manœuvres; un moyen d'éluder les obligations qui leur sont imposées par le Chapitre XI en leur qualité d'Etats signataires de la Charte a été de créer des fictions juridiques comme celle qui consiste à prétendre que la Rhodésie du Sud est une "colonie autonome". Il est impossible d'écrire l'un à côté de l'autre deux mots plus contradictoires. L'unique autonomie qui existe en Rhodésie du Sud est celle que possède un groupe minoritaire de colons blancs pour s'imposer de façon arbitraire et pour exercer une exploitation cruelle sur toute la population africaine. La formule nous paraît un peu du même genre que celle de "l'Etat libre associé", inventée par les colonialistes américains pour priver Porto Rico de son indépendance et violer en même temps le Chapitre XI de la Charte. La Rhodésie du Sud n'a nullement cessé d'être une colonie en 1923; elle n'a jamais eu de gouvernement autonome, étant donné que la population n'y est absolument pas représentée.

142. La prétendue Constitution de 1961, loin de modifier la situation vassale de la Rhodésie du Sud, l'a plutôt aggravée, car elle constitue un instrument pour river les fers aux pieds des autochtones et pour préparer ce que certains représentants ont déjà dénoncé comme la fusion de toutes les forces qui pratiquent en Afrique l'exploitation et la discrimination en un seul bloc esclavagiste, du type "Afrique du Sud" et, avec la participation de ce pays, renforcer dans cette région la politique tant de fois condamnée de l'apartheid.

143. En liquidant cette constitution et en réunissant une conférence constitutionnelle, on devra garantir la représentation des Africains selon la formule "à chacun une voix". La répression de la population africaine de la Rhodésie du Sud, qui seule est qualifiée pour exercer la souveraineté et l'autonomie, devra prendre fin. Il faudra également résoudre dans le plus court délai la question d'un gouvernement africain pour ce pays.

144. Mais dans toute cette question la pierre angulaire n'est autre que l'exploitation des richesses naturelles du pays par le capital financier inter-

national. En Rhodésie du Sud, les "companies" portent des noms tels que ceux-ci: Anglo-American Corporation, British South Africa Company, American Metal Climax, Rhodesian Selection Trust. Ces compagnies et d'autres encore sont les sangsues qui aspirent toutes les richesses du peuple rhodésien. Elles sont ce que sont l'United Fruit Company pour certains pays d'Amérique et l'Union minière pour le Congo. Les actionnaires et les directions de leurs maisons mères et de leurs bureaux sont non seulement à Londres, mais aussi tout près de nous, dans Wall Street, cette machine à pressurer les peuples qui semble défier la fameuse statue qui sera peut-être un jour celle de la liberté et qui devrait être le symbole de la liberté des peuples, mais qui ne l'est pas aujourd'hui où l'or corrompu, amassé par l'exploitation des peuples, étouffe la liberté.

145. Cette situation explique très bien l'attitude de la délégation des Etats-Unis, sa réserve au Comité spécial et son opposition au Bureau de l'Assemblée quand on a parlé de discuter la question à la présente session. C'est la même attitude que le représentant des Etats-Unis vient de prendre en annonçant que sa délégation s'abstiendrait sur le projet de résolution modéré des pays d'Afrique et d'Asie. Il est clair que l'existence d'un gouvernement africain indépendant dans cette région constituerait un danger pour les actionnaires des "companies" de la Rhodésie du Sud.

146. Il est évident que ceux qui refusent la représentation politique à leur population noire, indienne et latino-américaine ne peuvent s'intéresser à la représentation politique de la population noire en Rhodésie du Sud. Il est évident que ceux qui pratiquent la discrimination à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières ne désirent pas combattre la discrimination que leurs alliés pratiquent chez les peuples africains. Il est évident que ceux qui imposent le colonialisme à Porto Rico et qui tentent de l'exporter en Amérique latine ne peuvent avoir intérêt à freiner le colonialisme des autres puissances en Afrique.

147. Je voudrais poser une question. Pourquoi l'établissement d'une démocratie représentative en Rhodésie du Sud n'est-elle pas pour la délégation américaine une affaire de principe et une affaire urgente? J'ai une réponse à cette question. C'est parce que la démocratie représentative que les Etats-Unis veulent pour l'Afrique et le monde est la démocratie représentative des colons blancs. La liberté, oui, mais la liberté pour les exploiters. L'égalité, oui, mais l'égalité entre les exploiters. C'est la démocratie avec des esclaves. Si les peuples s'emparent du pouvoir par des moyens révolutionnaires et causent du tort aux "companies" par des mesures révolutionnaires, on prononce l'anathème; il faut leur appliquer la précieuse règle de l'institutionnalité.

148. Mais, si un groupe de colons esclavagistes quelque part dans le monde pressure la population, l'exploite, lui applique un régime discriminatoire et si Wall Street tire profit de cette exploitation, dans ce cas il n'y a plus aucune urgence à instituer la sacrosainte démocratie représentative de charges électives pour blancs riches. Les noirs africains peuvent attendre: "ils ne sont pas prêts pour l'indépendance", prétendent toujours les colonialistes, et pendant ce temps le travail de leurs esclaves amasse d'énormes gains pour les toutes-puissantes "companies". Il faut par conséquent préparer, comme on le dit si bien, l'évolution pacifique. Si cette évolution met 200 ans à s'accomplir, comme le prévoit sir Roy Welensky,

tant mieux, cela fera deux siècles de plus de revenus illégitimes pour les "companies" grâce au travail de leurs esclaves.

149. Sir Roy Welensky, dans des déclarations faites en Rhodésie du Sud il y a peu de temps à l'ouverture d'un prétendu parlement, attaque et menace les Nations Unies et les accuse d'intervention dans les affaires intérieures d'un pays que lui et ses associés se sont approprié.

150. C'est exactement ce qui s'est produit il y a quelque temps quand les colons blancs de la Louisiane, ici, aux Etats-Unis, sous des prétextes semblables à ceux de leurs alliés les colons blancs de la Rhodésie du Sud, ont attaqué l'Organisation internationale et, pour prouver leur hostilité à son égard, ont décidé d'interdire qu'on hisse le drapeau des Nations Unies sur les édifices de la Louisiane.

151. Le projet de résolution A/L.386 et les amendements à ce projet [A/L.387] représentent le minimum d'appui que nous puissions donner au peuple de la Rhodésie du Sud contre les colons esclavagistes.

152. Nous voudrions apporter ici une observation qui nous semble pertinente; elle est tirée de la Deuxième Déclaration de La Havane; la voici:

"Les conditions subjectives de chaque pays — c'est-à-dire les facteurs: conscience, organisation, direction — peuvent accélérer ou ralentir la révolution selon leur plus ou moins haut degré de développement, mais tôt ou tard, en toute époque de l'histoire, lorsque les conditions objectives sont mûres, la conscience s'acquiert, l'organisation s'élabore, la direction surgit et la révolution se produit.

"Que la révolution se fasse par des moyens pacifiques ou qu'elle vienne au monde dans un accouchement douloureux, cela ne dépend pas des révolutionnaires, mais de forces réactionnaires de la vieille société qui refusent de laisser naître la société nouvelle engendrée par les contradictions que la vieille société porte en elle. Dans l'histoire, la révolution est comme le médecin à la naissance d'un enfant. Il ne fait pas usage du forceps sans nécessité, mais il l'emploie sans hésitation chaque fois que c'est nécessaire pour faciliter l'accouchement — accouchement qui apporte aux masses tenues en esclavage et exploitées l'espoir d'une vie meilleure."

153. Nous vous faisons part de ces idées parce qu'à notre avis la garantie réelle et efficace de l'indépendance et de l'autonomie des Africains en Rhodésie du Sud s'avance maintenant le long d'une voie tracée de toute façon par l'histoire. Régler aujourd'hui cette question dans la justice évitera demain au monde de nouvelles tensions et le sacrifice de précieuses vies humaines.

154. M. BINDZI (Cameroun): La délégation de la République fédérale du Cameroun ne saurait rester indifférente à ce débat qui a posé un cas de conscience à notre assemblée. En effet, contre la science de la procédure, perfectionnée dans le seul but du manie- ment des textes sans le souci de l'homme, contre la puissance au service de desseins qu'on n'ose pas avouer, contre l'habileté à gagner du temps pour mal faire, la justice et le bon sens ont marqué un point important, au début de cette reprise de session, par notre décision d'inscrire l'affaire de Rhodésie du Sud à notre ordre du jour.

155. N'avons-nous pas entendu certains milieux se plaindre de notre décision et déplorer à leur manière que, du fait d'une majorité, l'Assemblée ait tranché à l'encontre de la lettre de son règlement?

156. Ces échos, encore que peu fondés comme nous le démontrerons dans quelques instants, ne sauraient nous émouvoir. Ne proviennent-ils pas des mêmes milieux, toujours les mêmes, qui, il y a quelques mois, se concertaient afin d'assurer à l'Organisation des Nations Unies une efficacité conforme à leurs buts et à leurs intérêts peut-être, mais qui ne sont pas nécessairement les buts et les intérêts de tout le monde?

157. En bref, pour s'opposer à l'inscription de l'affaire de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de cette reprise de notre session, la délégation du Royaume-Uni et ses partisans nous ont dit à peu près ceci: "L'affaire est importante, la situation est explosive et sollicite un examen urgent, nous en convenons, mais vous avez mis le mot "exclusivement" dans la résolution votée lors de la première reprise de l'Assemblée." Périront autant de Rhodésiens qu'il faudra, ils ne valent pas le mot "exclusivement". Voilà où peut conduire une procédure qui, appliquée à une question aussi angoissante que celle dont nous traitons, ne peut être qualifiée autrement que de très inquiétante et de mauvais aloi. Nous ne reviendrons pas sur la discussion juridique qui a eu lieu ici et surtout sur ce mot "exclusivement" dont des juristes éminents et mieux inspirés ont fait justice, approuvés en cela par une majorité qualifiée en cette enceinte.

158. Venons-en au problème lui-même. De quoi s'agit-il? Il s'agit d'une des plus noires mystifications de l'histoire des hommes. Dieu — je m'excuse respectueusement auprès de ceux qui n'y croiraient pas, les populations de la République fédérale du Cameroun, mon pays, y croient —, Dieu, qui est grand, juste et sage, a réparti la terre entre tous les groupes de la communauté humaine. Mieux, afin de prévenir les différends et la cupidité, il a fait les continents, les mers et les montagnes, autant de bornes du cadastre qu'il est vraiment difficile de ne pas apercevoir.

159. Or, voulant rééditer ce qu'elle a réussi au sud de notre continent en installant cet Etat étrange qui s'appelle la République sud-africaine dont la politique, au regard des gens de ma couleur, est la honte de notre XXème siècle, le Royaume-Uni, depuis 1923, a cherché à arracher au peuple de la Rhodésie du Sud la portion de terre qu'il détient depuis des temps immémoriaux.

160. En 1923, à une époque où l'Afrique entière était bâillonnée, prostrée sous la férule du colonialiste, le Royaume-Uni, avec le génie qu'on lui connaît pour la sauvegarde de ses intérêts, voulut aller au-devant de l'histoire et empêcher qu'un jour ne vienne où les autochtones de la Rhodésie du Sud auraient la possibilité de revendiquer leur patrimoine. Pour cela, on mit en scène un simulacre de consultation restreinte d'étrangers, pour accorder ce que l'on nomma pompeusement l'autonomie. Oui, l'autonomie d'une poignée de colons par ces mêmes colons et pour les mêmes colons.

161. Y eut-il jamais plus machiavélique mystification que celle-là? Qui peut soutenir qu'une semblable comédie puisse être prise au sérieux et avoir quelque valeur juridique? Que le Royaume-Uni ait laissé la bride sur le cou à une poignée de ses ressortissants

pour ravir tout un pays à un peuple; qu'en outre, il ait conservé la responsabilité des relations extérieures, de la défense, cela n'est-il pas logique? En d'autres termes, que le Royaume-Uni ait dit à quelques Anglais: "Voilà un territoire. Emparez-vous-en. Je veillerai au-dehors. Je réponds de votre sécurité. Au-dedans, c'est votre affaire", cette logique-là se tient. Mais que le Royaume-Uni dise ensuite: "Je n'y ai aucune responsabilité", on comprend que ni la Quatrième Commission, ni le Comité des Dix-Sept, ni l'Assemblée n'aient pu le suivre.

162. Ma délégation voudrait se limiter, dans son bref propos, puisque tout a été dit dans ce débat, à trois sortes de considérations: premièrement, le Royaume-Uni garde la responsabilité du territoire non autonome de la Rhodésie du Sud; deuxièmement, le régime qui y est appliqué est inhumain et inacceptable pour la majorité de la population; troisièmement, la situation en Rhodésie est très grave et constitue une menace larvée à la sécurité internationale.

163. Ce faisant, je m'abstiendrai d'exprimer mon sentiment, mais je reprendrai quelques citations d'orateurs précédents dont la qualité et les témoignages ne peuvent être entachés de la moindre suspicion d'hostilité à l'égard du Royaume-Uni en raison des relations qui l'unissent à leurs pays. Je citerai donc dans l'ordre les représentants du Royaume-Uni lui-même et du Ghana. Enfin, je relèverai un passage de l'intervention de M. Pachachi, ce juriste dont l'analyse subtile et élégante fait que l'on respecte toujours son opinion, même si l'on n'est pas d'accord avec lui.

164. Sur la question de la responsabilité que le Royaume-Uni conserve sur la Rhodésie du Sud, j'ai noté l'interprétation positive de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes. Ma délégation appuie fermement l'Assemblée et ses organes dans cette opinion. N'est-ce pas d'ailleurs la délégation du Royaume-Uni qui le reconnut implicitement dans son adjuration, à cette tribune, le 12 juin, quand elle a déclaré:

"Nous avons là tout un complexe de questions d'ordre politique, économique et constitutionnel qui retient constamment l'entière attention de mon gouvernement.

"Mon gouvernement considère ces questions avec beaucoup de gravité et il soumet tout ce complexe à une nouvelle étude. C'est pour cette raison que le ministre le plus important du Cabinet après le Premier Ministre en a été chargé personnellement et consacre une grande partie de son temps à leur étude." [1109ème séance, par. 26 et 27.]

165. Que peut bien signifier ce membre de phrase: "en a été chargé personnellement", si cette délégation spéciale ne trouvait pas sa source dans la responsabilité générale du Royaume-Uni concernant la Rhodésie?

166. D'ailleurs, le Premier Ministre lui-même, M. Macmillan, est plus catégorique dans son adresse à la Chambre des communes le 6 mars 1962:

"Le 22 février, mon très honorable ami le Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth a exposé comment se présente la situation constitutionnelle du point de vue juridique; il a dit: "... le Parlement n'a pas le pouvoir de se dessaisir du droit de légiférer pour aucun territoire britan-

nique qui n'est pas complètement indépendant. D'autre part, il existe d'autres conventions établies au sujet de la législation pour des dépendances autonomes⁴."

167. Nous souscrivons volontiers à cette définition de M. Macmillan: la Rhodésie du Sud est une dépendance autonome ou une autonomie dépendante du Royaume-Uni. La responsabilité de ce dernier dans l'affaire de la Rhodésie ne saurait, selon nous, être mieux établie. Autonomie dépendante ou dépendance autonome? Il nous semble que cela doit vouloir dire un peu la même chose.

168. Voyons maintenant ce qu'est le régime interne en Rhodésie du Sud. Il faut ne rien connaître en matière coloniale pour ne pas supposer les conséquences d'une autonomie de colons sur la population autochtone. Il y a dans nos pays une sorte d'attrait irrésistible, il est vrai; mais cet attrait a malheureusement la faculté de provoquer chez le colonisateur une telle cupidité qu'il cherche ensuite à tout posséder et à déposséder complètement l'indigène. Le meilleur des blancs, le plus progressiste, a vite fait de perdre sa générosité ou celle des principes de ses convictions. Les exemples sont nombreux de ces hommes ouverts subitement transformés en fascistes, comme par sorcellerie.

169. J'emprunte à M. Pachachi la description d'un faisceau de lois rhodésiennes:

"Il suffira de citer quelques exemples de ces lois. Je citerai les suivantes: le Preventive Detention Act (loi sur la détention préventive) de 1959, en vertu duquel des individus peuvent être arrêtés et détenus arbitrairement sans recours judiciaire; le Unlawful Organisations Act (loi sur les organisations illégales) de 1959, en vertu duquel l'African National Congress a été interdit et le National Democratic Party l'a été aussi en décembre 1961; le Law and Order Maintenance Act (loi sur le maintien de l'ordre public), en vertu duquel, comme nous l'avons appris, plus de 10 000 Africains, dont 2 000 femmes, ont été arrêtés en 1961; le fameux Land Apportionment Act (loi sur la répartition des terres) de 1930, en vertu duquel plus de 53 p. 100 des meilleures terres ont été transférées à des propriétaires blancs; le Native Affairs Act (loi sur les affaires indigènes) portant création du Native Affairs Department (Département des affaires indigènes) chargé de contrôler la séparation effective des blancs et des noirs, source de misères et de pratiques discriminatoires; enfin, le Native Education Act (loi sur l'enseignement destiné aux autochtones) qui, par rapport aux conditions offertes à la minorité blanche, ne donne à la population africaine que des possibilités d'instruction de second ordre." [1112ème séance, par. 49.]

Voilà quelques mots éloquentes — d'autant plus éloquentes qu'ils sont d'un homme qui, par sa formation, connaît la gravité de l'accusation — qui dépeignent le régime d'humanité et de charité "spéciale" en Rhodésie du Sud.

170. On a souvent dit que ce qui garantit le régime anglais, c'est un "certain respect de l'autre". Evidemment, cela vaut en Grande-Bretagne. Mais, pensez donc, ceux qui sont en Rhodésie, est-ce que ce sont encore des Anglais?

⁴/ Parliamentary Debates (Weekly Hansard No. 550), vol. 655, No 69, p. 208 (Londres, H.M. Stationery Office).

171. Leur comportement ne se limite pas à la frustration de la terre et des richesses; ils y mêlent le regret d'y avoir trouvé la présence d'autres êtres humains; de là à la suppression physique, il n'y a qu'un pas, vite et tristement franchi. Le témoignage, c'est le représentant du Ghana qui l'a fourni, lui dont la brillante culture britannique est la meilleure garantie de ses sentiments envers le Royaume-Uni. Voici ce que M. Quaison-Sackey a dit ici même le 18 juin:

"Il est assez surprenant que l'opinion mondiale n'ait pas été pleinement informée des meurtres qui ont été commis en Rhodésie du Sud et qui sont comparables à ceux de mars 1960 à Sharpeville, en Afrique du Sud. Faute d'information, l'indignation a été moindre devant les fusillades de la Rhodésie du Sud. Rappelons cependant qu'on a tué plus de monde..." (moi-même, je souligne l'expression "plus de monde") "... en Rhodésie du Sud qu'en Afrique du Sud. En Rhodésie du Sud, la police a tué beaucoup plus d'Africains depuis deux ans que la police n'en a abattu en Afrique du Sud. C'est un très sombre tableau." [1110ème séance, par. 28.]

172. C'est un très sombre tableau, en effet. Chacun sait ou à peu près ce qui se passe en Afrique du Sud; chacun se rappelle avec tristesse les événements de Sharpeville et d'ailleurs; cette situation a suscité dans cette enceinte comme dans le monde une réprobation générale.

173. Qu'il y ait donc en Rhodésie du Sud une situation encore plus alarmante, que des hommes tombent victimes, et coupables du seul fait de leur couleur et du désir de jouir des prérogatives d'hommes, il y a lieu d'être inquiet, très inquiet. Lorsque le représentant du Royaume-Uni vient nous dire: "Ce n'est pas urgent; que l'Assemblée ferme les yeux et fasse uniquement confiance à ma déclaration suivant laquelle mon gouvernement s'en occupe", alors il y a lieu d'être encore plus inquiet. Cette situation, il n'y a aucun doute, est grave; c'est une menace à la paix et à la sécurité internationales.

174. Mais il y a encore une raison supplémentaire d'être inquiet. Sous l'apparence de souplesse et de respect de l'Assemblée générale, le Royaume-Uni a appliqué partout sa politique, et rien que sa politique. Avant de se retirer, il a laissé adroitement en Afrique et en Asie des foyers de discorde presque inextinguibles, des situations difficiles à éclaircir. Depuis plus de 10 ans, le Conseil de sécurité peine sur l'affaire du Cachemire, sur la question du Cameroun septentrional où ont eu lieu trois plébiscites et je m'abstiendrai de qualifier l'incroyable résultat du dernier de ces plébiscites; entre le Ghana et le Togo, la querelle est à peine larvée.

175. La vraie question est donc celle-ci: que nous réserve-t-on en Afrique orientale et centrale? Le chiffre de 900 millions de dollars a été cité comme étant le déficit du bilan de la Fédération artificielle des Rhodésies et du Nyassaland! Comment le Royaume-Uni compte-t-il éponger le coût de ces fantaisies en constructions constitutionnelles?

176. La situation est donc grave, très grave. Il est indéniable qu'il était utile que ce qui a été dit à cette tribune le fût.

177. Au demeurant, le projet de résolution qui nous est soumis est très modéré dans la forme et ne demande que le minimum. Ma délégation aurait souhaité y voir exprimé avec plus de force et avec ses consé-

quences le principe de l'autodétermination intégrale; c'est le grand principe de notre temps.

178. Nous avons entendu, au cours de ces débats, plusieurs propositions. L'une d'elles a retenu particulièrement notre attention parce qu'elle émane d'un homme respectable et que nous respectons, d'un homme qui a une fervente passion pour servir l'Afrique, d'un homme dont notre continent peut être fier.

179. Malgré le progrès dans la représentation des autochtones, sa proposition — et nous regrettons beaucoup de ne pas être d'accord avec lui sur ce point — d'une répartition égalitaire de la représentation des communautés nous semble pécher par une perfection trop consommée et par sa ressemblance à un jugement à la Salomon. En fait, cette proposition sacrifie plus à l'équilibrisme qu'à la simple démocratie. La règle démocratique communément admise est "un homme, une voix". Ce qui est valable universellement doit aussi être valable en Rhodésie. Il s'agit de dire qu'un colon anglais enrichi sur une terre usurpée n'a pas plus de droits du fait de l'usurpation que le noir spolié dans la détermination du destin de son territoire. Il s'agit, non d'équilibrisme et de louvoiement, mais de trancher dans le vif et de regarder la vérité en face.

180. On a loué abondamment la politique antérieure du Royaume-Uni. C'est pour lui l'occasion de prendre courageusement la position de la France en Algérie. Il ne fait aucun doute que, si l'on avait eu ce réalisme bien avant, on aurait épargné beaucoup de sang et sauvé intacte l'amitié entre les communautés.

181. C'est afin de conjurer ce qui peut diviser d'autres hommes sous d'autres cieux que ma délégation votera le texte qui nous est soumis en souhaitant qu'en Rhodésie la cohabitation, l'amitié et la fraternité prévaudront parmi tous ses ressortissants.

182. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant des Etats-Unis qui désire exercer son droit de réponse.

183. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Je ne prends pas la parole pour faire une réfutation des accusations sans fondement qui ont été faites cet après-midi dans cette salle par un certain représentant; je ne lui ferai pas non plus l'honneur de répondre à son torrent d'injures dans le même style, si tentant et si facile que ce soit. Je dirai seulement qu'il est regrettable que le représentant d'un peuple voisin pour lequel nous avons toujours eu les sentiments les plus amicaux abuse ainsi de la patience des autres représentants et fasse mauvais usage des possibilités offertes par le débat. Il est certain que la tirade si hors du sujet que nous avons entendue ici cet après-midi ne rendra aucun service au peuple de la Rhodésie du Sud, dont le bien-être est, ou devrait être, ce qui intéresse l'Assemblée. Se servir de cette tribune pour des polémiques de guerre froide ne fait pas progresser le débat et ne facilite pas les travaux de l'Organisation.

184. Le PRESIDENT: Nous avons entendu tous les orateurs inscrits pour cet après-midi. Nous pourrions demain, en une seule séance, terminer l'examen de la question de la Rhodésie du Sud, procéder au vote et clore la session. Pour que cela soit possible, je lance un appel à toutes les délégations, leur demandant d'arriver avant 10 h 30, afin que nous puissions ouvrir la séance à 10 h 30 exactement.

La séance est levée à 18 h 25.